

Féminismes et *empowerment* : Étude de discours de la Banque mondiale entre 2012 et 2022

Marie Phaneuf

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme
Maîtrise ès arts Science politique

École d'Études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	iv
RÉSUMÉ	v
REMERCIEMENTS	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
THÉORIE ET MÉTHODOLOGIE	6
1.1 Revue de la littérature : les critiques féministes en relations internationales.....	6
1.2 Analyse éclectique féministe : contrer les études en silo	17
1.3 Analyse de discours : méthodologie et données.....	21
1.5 Conclusion.....	33
CHAPITRE II	
« WHAT WORKS », EFFICACITÉ ET RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE	36
2.1 Efficacité économique : pilier incontesté de la Banque mondiale	37
2.2 « <i>Good business</i> » : La rentabilisation de l’ <i>empowerment</i> des femmes du Sud global .	45
2.3 L’individualisation des considérations sur le genre	48
2.5 Conclusion.....	52
CHAPITRE III	
CULTURE, MODERNITÉ ET NORMES	54
3.1 L’intérêt de la UFGE pour les normes et stéréotypes de genre.....	56
3.2 L’interconnectivité comme garante d’intersectionnalité?	60
3.3 L’importance perçue de la modernité pour l’ <i>empowerment</i>	63
3.4 Conclusion.....	67

CHAPITRE IV	
MASCULINITÉ, IDENTITÉ DE GENRE ET SEXUALITÉ	68
4.1 Binarité et dichotomie dans le discours.....	69
4.2 Foyer : lieu primaire d'intervention pour l' <i>empowerment</i>	72
4.3 Sexualité et identité de genre	78
4.4 Conclusion.....	82
CONCLUSION.....	83
5.1 Quoi retenir : L'état des processus de néolibéralisation dans le discours	84
5.2 Trois grands constats découlant de l'analyse	88
5.3 Contribution, limites et regard vers le futur	92
BIBLIOGRAPHIE	95

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Résumé des processus de néolibéralisation	35
Tableau 2 – Mention de l’intersectionnalité dans les documents de la UFGE	62
Tableau 3 - Mention de non-hétéronormativité dans les documents de la UFGE	80

RÉSUMÉ

Le potentiel de la rencontre entre une institution néolibérale et des notions féministes transformatrices dans le cadre de programme d'*empowerment* suscite nombre de débats dans la littérature féministe en relations internationales. Cette thèse propose de répondre à la question: comment les processus de néolibéralisation des féminismes s'articulent dans le discours de la *Umbrella Facility for Gender Equality* (UFGE) sur l'*empowerment* entre 2012 et 2022 ? Une analyse de discours critique est menée sur dix documents d'un organe de la Banque mondiale portant sur l'*empowerment* pour observer cinq processus: dépolitisation, hétéronormativisation, universalisation, homogénéisation et essentialisation. Les résultats démontrent que les processus de néolibéralisation se sont subtilisés dans le discours et mobilisent désormais des notions différentes pour parler d'*empowerment* tout en conservant les mêmes conceptualisations fondamentales au discours de la Banque mondiale. L'intégration variable des féminismes dans le discours de la UFGE, démontrée par l'évolution différente des processus de néolibéralisation, reflète les relations de pouvoir modulant qui peut parler et qui sera écouté.

REMERCIEMENTS

D'abord, je tiens à remercier le gouvernement de l'Ontario pour son support financier précieux octroyé par la bourse d'études supérieures de l'Ontario ainsi que le financement offert par l'Université d'Ottawa.

À ma codirection, Maïka Sondarjee et Stephen Brown, merci pour votre continuelle disponibilité, vos encouragements et votre expertise précieuse sans lesquels je n'aurais pu persévérer et compléter cette thèse. Merci au comité d'évaluation, Marie-Josée Massicotte et Jacqueline Best, pour votre temps, vos commentaires et votre implication afin de m'appuyer à la réalisation de la meilleure recherche possible.

À ma famille, merci de m'avoir encouragée tout au long de mon parcours académique et de me rappeler que je peux tout accomplir, *une chose à la fois*.

À ma famille choisie, merci de me rendre toujours plus courageuse et inspirée. Nos séances d'études, moments de rires et conversations ont fait toute la différence. À Francis, merci de ta douce présence et soutien perpétuel.

À Richard, merci d'avoir toujours cru en moi.

INTRODUCTION

En 2012, la Banque mondiale publiait le *World Development Report*, le premier rapport annuel exclusivement axé sur le genre, où elle reconnaissait que l'*empowerment* découlait de multiples facteurs économiques et sociaux. Ce rapport phare de 2012 porte sur l'égalité de genre et le développement, et discute principalement des notions de productivité et d'agentivité (Razavi 2012). La Banque mondiale y affirme se baser sur des notions féministes pour élaborer ses programmes de coopération portant sur le genre et l'*empowerment*. Un élément qui apparaît nouveau dans le discours de ce rapport est la reconnaissance explicite de l'égalité des genres et de l'*empowerment*, non plus comme un moyen pour stimuler le développement, mais comme une fin en soi (Chant et Sweetman 2012, 522). La Banque mondiale y adresse certaines critiques à son encontre et reconnaît que l'*empowerment* n'est pas seulement dépendant à l'inclusion au marché. Ce document de 2012 servira d'inspiration pour de nouvelles stratégies de genre, comme celle du Groupe de la Banque mondiale, et de pierre angulaire de nouveaux programmes sur l'*empowerment*, comme ceux du fonds multidonateurs *Umbrella Facility for Gender Equality* (UFGE).

Ce rapport historique suscite un espoir de changement du discours et des compréhensions associées, mais aussi beaucoup de scepticisme sur une intégration des connaissances féministes dans les programmes d'*empowerment*. Certaines autrices féministes, comme Kelly Gerard (2019) et Santosh Kumar (2011), soulignent le changement de modèle de développement utilisé par la Banque mondiale depuis 2012 où l'institution intègre l'aspect relationnel à l'*empowerment* des femmes et semble se distancer du modèle néolibéral. D'autres autrices croient que le fait que ce rapport reste imbriqué dans une conceptualisation néolibérale demeure répréhensible, comme Lucy Rau Ferguson et Sophie Harman (2015) et Sylvia Chant (2012). Enfin, certain-e-s auteur-e-s

défendent que le néolibéralisme de la Banque mondiale n'est pas uniquement et intrinsèquement nocif pour les programmes de coopération ou d'*empowerment*, comme James Ferguson (2010) ainsi que Elisabeth Prügl et Isabelle Guérin (2015). Ce débat sur le nouveau tournant de la Banque mondiale s'insère dans une littérature féministe en relations internationales riche et diversifiée portant sur le discours néolibéral dans le cadre des programmes d'*empowerment*. Certains féminismes, libéraux ou d'économie politique par exemple, considèrent que la Banque mondiale a évoluée en intégrant le genre de manière transversale et en mettant en avant des programmes d'*empowerment* de grande envergure. D'autres féminismes, décoloniaux, intersectionnels ou queers par exemple, considèrent que la Banque mondiale s'est contentée d'une inclusion qui réitère des conceptualisations homogénéisantes nocives et dépolitisés. Ainsi, des études récentes soulignent un changement graduel du discours de la Banque mondiale (Prügl 2015), alors que d'autres déplorent sa stagnation malgré ses interactions avec les critiques féministes (Chant et Sweetman 2012; Cornwall 2016). Dans le contexte de ce débat, Prügl développe le terme de néolibéralisation du féminisme pour décrire l'intégration des féminismes à l'idéologie néolibérale (2015, 617). Selon cette autrice, il existerait des possibilités positives pour l'*empowerment* et le genre dans une alliance entre le néolibéralisme de la Banque mondiale et les féminismes en relations internationales.

À la lumière de ces débats, un intérêt émerge pour davantage d'études sur le discours de la Banque mondiale depuis son rapport phare de 2012 pour comprendre comment cette néolibéralisation des féminismes s'articule actuellement. C'est pourquoi cette recherche propose de répondre à la question: comment les processus de néolibéralisation des féminismes s'articulent dans le discours de la *Umbrella Facility for Gender Equality* (UFGE) sur l'*empowerment* entre 2012 et 2022 ? Les programmes de la UFGE, s'inspirant des piliers établis par la stratégie de genre

du Groupe de la Banque mondiale, incluent inégalement les diverses critiques féministes dans leur paysage discursif selon leur compatibilité avec la tradition néolibérale de la Banque mondiale. Ainsi, les processus de néolibéralisation se sont subtilisés à travers le discours et mobilisent des notions différentes pour parler d'*empowerment*, tout en conservant les mêmes conceptualisations fondamentales du discours. Alors que l'interaction entre les critiques féministes en relations internationales et les expert-e-s de la Banque mondiale est suffisante pour adéquatement véhiculer les changements nécessaires, l'intégration de ces critiques féministes dans le discours demeure variable en raison des incompatibilités avec le modèle discursif prédominant. Ainsi, certaines notions féministes semblent tolérer le processus de néolibéralisation mieux que d'autres, c'est-à-dire qu'elles conservent leur signification malgré leur inclusion au néolibéralisme. Outre les questionnements au sujet de l'adéquation entre les féminismes et la pensée néolibérale, j'ai aussi observé à travers l'analyse de discours que les processus de dépolitisation et d'essentialisation sont ceux qui ont été les plus modifiés dans le discours entre 2012 et 2022. Pour l'hétéronormativisation, l'homogénéisation et l'universalisation, je constate soit une absence quasi totale, soit une préservation des pôles discursifs néolibéraux précédemment dénoncés par la littérature féministe.

Pour répondre à cette question de recherche, une analyse de discours est menée sur le document de la stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale ainsi que sur de dix rapports de la UFGE, fond multidonateurs de la Banque mondiale, qui se sont inspirés des piliers discursifs de la stratégie de genre entre 2012 et 2022. L'objectif est d'identifier les processus de néolibéralisation et comment ils interagissent avec les concepts féministes intégrés au discours. Le but n'est donc pas de déterminer si le discours de la Banque mondiale est encore néolibéral, mais plutôt de comprendre comment son modèle néolibéral interagit avec les notions féministes, pour déterminer s'il s'agit d'un modèle statique ou en évolution, et le potentiel d'une telle interaction. Pour étudier

l'évolution de la néolibéralisation des notions féministes dans le discours de la UFGE, j'ai identifié cinq processus de néolibéralisation basés sur la littérature féministe sur la Banque mondiale et ses programmes d'*empowerment* : dépolitisation, essentialisation, universalisation, hétéronormativisation et homogénéisation.

L'analyse éclectique féministe sera mobilisée comme cadre théorique pour cette recherche. Utilisée par de plus en plus d'études en relations internationales, cette approche se dresse contre les études en silo confinées aux débats des théories traditionnelles des relations internationales. Suivant une méthode inductive, les notions théoriques sont choisies en fonction du contexte et de la question de recherche plutôt que d'un courant de pensée. Considérant la constellation féministe complexe et diversifiée en relations internationales, il est utile de pouvoir puiser dans ces différents courants pour étudier l'évolution discursive de la Banque mondiale. Plutôt que de devoir choisir entre un accent analytique sur l'économie, la décolonisation ou l'hétéronormativité, il est possible de puiser dans les notions centrales de ces courants pour étudier comment ces éléments interagissent et pourquoi certaines notions semblent plus intégrées au discours que d'autres.

L'objectif de cette thèse est d'honorer la pluralité des féminismes en relations internationales et de visibiliser les débats et les divergences au sein de la littérature féministe francophone en particulier. En effet, certaines chercheuses soulignent le manque de sources écrites en français illustrant la richesse des féminismes en relations internationales (Sondarjee 2022). Ma recherche répond à cet appel en contribuant à une plus grande accessibilité des analyses féministes complexes et nuancées au sein de la littérature francophone. Elle veut également contrer les études en silo et favoriser des analyses nuancées qui priorisent l'enjeu étudié plutôt que le maintien de limites théoriques.

Cette thèse est divisée en quatre chapitres, dont trois organisés selon les grandes thématiques observées à travers la collecte de données. Plutôt que de diviser le développement selon les cinq critères discursifs sélectionnés, et pour respecter la nature de l'analyse éclectique, les indicateurs seront analysés librement entre les chapitres selon leur pertinence pour la thématique abordée.

Le premier chapitre porte sur la présentation et l'explication détaillée de la revue de la littérature, du cadre théorique et de la méthodologie. Chaque processus de néolibéralisation sera détaillé afin de présenter les éléments spécifiques reliés à chacun qui permettront leur analyse dans les documents de la UFGE. Ensuite, le deuxième chapitre explore les thématiques d'efficacité et de reproductivité mises de l'avant dans le discours de la UFGE. Cette grande thématique comprend les éléments qui abordent les notions de l'efficacité économique, de « *good business* », d'individualisation et d'agentivité. Puis, le troisième chapitre discute de la place de la culture, des normes et de la modernité dans le discours de la UFGE. Étant des notions relativement nouvelles dans le discours des organes de la Banque mondiale discutant du genre et d'*empowerment*, l'inclusion des processus sociaux dans les considérations d'*empowerment* sera analysée pour comprendre comment ce changement influe sur les programmes de coopération internationale. Les concepts de normes sociales et stéréotypes, des processus sociaux, d'intersectionnalité et de modernité seront mobilisés. Enfin, le quatrième chapitre aborde la thématique de la masculinité, de la diversité du genre et de la sexualité, notions tout aussi récentes dans les études produites par la Banque mondiale. Dans cette grande thématique, les concepts du foyer, de la sexualité, d'homocolonialisme et de masculinité seront utilisés pour analyser le discours. Les processus de néolibéralisation seront également utiles à décortiquer pour comprendre comment l'inclusion de concepts plus critiques du pouvoir est utilisée pour réifier des modèles néolibéraux de la famille et de la sexualité.

CHAPITRE I

THÉORIE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Revue de la littérature : les critiques féministes en relations internationales

L'*empowerment* des femmes demeure un élément fondateur de l'articulation des approches de coopération et de développement international. Originellement utilisé par des activistes indiennes (Batliwala 1993; G. Sen et Grown 1988), le terme d'*empowerment* est institutionnalisé et opérationnalisé dans la deuxième partie des années 1990. Au fur et à mesure que cette visibilité croît, l'agenda de l'*empowerment* rétrécit. Alors que les programmes d'*empowerment* stipulent appuyer l'émancipation féminine, plusieurs études féministes critiquent la réduction des concepts devenus synonymes d'autonomisation financière (Calvès 2014; Chant et Sweetman 2012; L. R. Ferguson et Harman 2015). Les programmes de développement de « seconde génération » pour les femmes du Sud global¹ de la Banque mondiale mettant de l'avant la notion de capacités sont apparus vers la fin des années 1990. L'objectif était de pallier les conséquences désastreuses des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui formaient la charnière centrale des programmes de développement dans les années 1980. Rapidement, les femmes ont été identifiées comme les principales victimes de ces plans par les critiques du courant « genre et développement » en relations internationales. C'est ainsi que l'*empowerment* et le genre ont gagné une place centrale dans l'agenda de la Banque mondiale (Prévost 2011, 35). Dorénavant, l'égalité des genres est mise en avant comme un aspect

¹ L'expression Sud global est préférée au terme « sous-développé » ou « en développement ». Elle réfère aux populations et gouvernements se trouvant principalement dans l'hémisphère Sud, mais pas uniquement, qui sont marginalisés économiquement et politiquement (Sondarjee 2020, 52).

fondamental du développement économique et les femmes comme la catégorie d'acteurs nécessitant le plus l'aide internationale (Calvès 2014; Nagels 2021).

1.1.1. Empowerment : multiples définitions

Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2014) ont développé trois idéaux types d'*empowerment* qui constituent les pôles de débat autour de cette notion. Ces modèles sont pertinents à introduire pour comprendre les diverses critiques féministes. Premièrement, Bacqué et Biewener identifient l'*empowerment* radical avancé et popularisé dans les années 1980 et 1990 par des féministes du Sud global (Degavre 2011). Naila Kabeer (1994), Amartya Sen (1997) et Srilatha Batliwala (1993), pionniers et pionnières du concept d'*empowerment* sous cette forme, mettent en avant sa nature intrinsèquement relationnelle où les considérations structurelles et politiques sont fondamentales. Dans sa compréhension originale, l'*empowerment* perd de son sens s'il est importé par quelqu'un d'autre et doit plutôt parvenir d'une approche « *bottom-up* » (Cornwall 2016). Selon cette compréhension, l'*empowerment* représente la lutte pour « la reconnaissance des groupes pour mettre fin à leur stigmatisation, l'autodétermination, la redistribution des ressources et les droits politiques » (Bacqué et Biewener 2014, 15). Ce modèle recherche la justice sociale et l'émancipation politique par des initiatives de groupes dans le but de démanteler le modèle économique dominant. Pour ces activistes, l'*empowerment* vise l'auto-organisation des groupes marginalisés pour une reconnaissance des droits (Sondarjee 2019, 58). Un exemple serait l'organisation indienne nommée Self-Employed Women's Association (SEWA) fondée en 1972 qui rassemble des femmes en milieux urbains pauvres. Cette association s'apparente à un syndicat de femmes travaillant dans le secteur informel (Datta 2003).

Par ailleurs, le modèle d'*empowerment* social-libéral est associé à des figures comme Woodrow Wilson et John Maynard Keynes (Bacqué et Biewener 2014, 18). Ce modèle priorise la défense des libertés individuelles à l'aide de réformes et une certaine attention à l'aspect social et communautaire. Il prend en compte les conditions socio-économiques et politiques sans interroger en profondeur les inégalités structurelles comme cause. Les notions d'égalité, d'autonomisation, de choix et de droits y sont centrales alors que l'aspect relationnel est absent. L'émancipation est pensée sur une base plus individuelle et ne comporte pas une mobilisation collective ou sociétale. Ce modèle est prédominant dans les institutions onusiennes et les autres organisations internationales (Sardenberg 2008).

Enfin, le modèle d'*empowerment* néolibéral correspond à une rationalité politique qui met de l'avant les valeurs du marché et la dissémination des valeurs capitalistes (L. R. Ferguson et Harman 2015; Prügl 2015). L'*empowerment* y est imbriqué dans la rationalité économique néolibérale et restreint à une autonomisation économique individuelle. La question de la justice sociale ou d'émancipation politique n'est pas abordée, ou seulement évoquée à travers un prisme économique. Les programmes de développement et de microfinance de la Banque mondiale sont largement associés au modèle néolibéral (Bacqué et Biewener 2014; L. R. Ferguson et Harman 2015).

1.1.2. Cooptation néolibérale : enjeux

La cooptation néolibérale du concept d'*empowerment*, relié au troisième modèle détaillé plus haut, engendre une vision dépolitisée et ahistorique des inégalités genrées, comme souligné par Lucy Ferguson et Sophie Harman (2015). L'individualisation et la technicisation de l'*empowerment* représentent un des arguments principaux contre la vision néolibérale de la Banque mondiale (Guérin et Kumar 2011, 129). La littérature féministe argumente que cette réduction de

l'agenda du développement expulse les causes systémiques et structurelles des discriminations genrées en anticipant les enjeux à un niveau exclusivement individuel (L. R. Ferguson et Harman 2015). La littérature féministe énonce qu'il est capital de conserver les compréhensions de l'impact des relations de pouvoir sur les possibilités d'action des groupes marginalisés ainsi que celui du contexte politique. Dans le processus général de mise en œuvre d'une perspective de genre, la Banque mondiale conserve une compréhension technocratique et économique de l'*empowerment*, sans adresser les obstacles systémiques auxquels les femmes font face (Sardenberg 2008).

Dans le modèle néolibéral de l'*empowerment* prisé par la Banque mondiale, l'accès au marché est considéré comme un élément émancipateur suffisant pour améliorer la situation des femmes et assurer leur liberté. Ces programmes traitent le marché comme un espace neutre où les relations de pouvoir ne s'articulent pas même s'il s'agit d'un espace imbriqué dans les systèmes d'oppression qui exacerbe les inégalités, selon la littérature féministe (Gerard 2019, 1026). Se concentrer sur la maximisation des capacités individuelles ne défie pas la nature genrée des relations de pouvoir ou des modes de gouvernance néolibérale (Griffin 2009, 114). Selon ce cadrage néolibéral, les femmes devraient tirer profit des opportunités d'inclusion au marché. Donc en traitant l'*empowerment* comme un enjeu économique, certaines critiques féministes considèrent que ces programmes dépolitisent l'expérience des femmes et reproduisent des contextes qui ne sont pas favorables à leur émancipation (Chant et Sweetman 2012; Cornwall 2016; Gerard 2019).

Une autre critique féministe stipule qu'en introduisant le genre de manière transversale, ce qu'on nomme « *gender mainstreaming* », la Banque mondiale le considère de manière équivalente dans tous les contextes, ce qui déconnecte les programmes d'*empowerment* des réalités politiques et structurelles (Smyth 2007, 586). Cette inclusion horizontale déconnecte la notion de genre de ses engagements envers des changements radicaux ainsi qu'une compréhension structurelle des

inégalités. Donc, la notion de genre devient un « *buzzword* » relié à une définition fixe et opérationnalisée de manière identique dans divers programmes, c'est-à-dire plus ou moins comme un synonyme de « femme ». La solution présentée est donc de discuter plus souvent des femmes et de les inclure dans les activités du marché et de la société (Bacchi et Eveline 2010, 92; Baines 2010, 126). Cette approche se focalisant sur les femmes ignore les rapports sociaux et les facteurs structurels qui perpétuent les inégalités (Calvès 2014, 314). Cette lourde utilisation du terme par la Banque mondiale a été critiquée, puisque le genre devrait plutôt être utilisé pour identifier des structures sociales, politiques, culturelles et économiques qui régissent les rapports sociaux. Il s'agit donc d'une perspective plus large que celle discutant des hommes et des femmes. En intégrant la problématique du genre en tant que rapport social inégalitaire, il est possible de repenser les théories, les modèles, les politiques et les pratiques de développement de manière plus critique (Bilge 2019). Le concept de genre propose une complexification des analyses en regardant les fondements systémiques des inégalités qui dépassent la dichotomie homme/femme. Aussi, le genre, comme il sera compris au sein de cette recherche, se retrouve à l'intersection de la classe, de l'appartenance raciale, de l'âge et de l'orientation sexuelle. Ainsi la construction du genre comme étant binaire, moderne et universel est une forme de colonialité, liée à la gouvernance néolibérale de la Banque mondiale (Lugones 2010).

La littérature féministe en relations internationales dénonce également la rationalité économique néolibérale encore imbriquée dans les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale. Ce message de « *smart economics* » simplifie la complexité des causes des inégalités en expulsant les considérations sociales et politiques (Chant 2016; Chant et Sweetman 2012). Selon cette approche, l'égalité du genre et la croissance économique se renforcent mutuellement, ce qui justifie l'émancipation féminine comme étant un bon investissement (Prügl 2017, 13). Cette

rationalité économique simplifie la complexité des enjeux de genre et de développement tout en déplaçant la responsabilité de leur reproduction (Chant et Sweetman 2012, 524). La Banque mondiale semble donc appuyer l'*empowerment* parce que cela a du sens économiquement et qu'il s'agit du moyen le plus économe de stimuler le développement. La Banque mondiale applique les mécanismes du marché aux enjeux sociaux comme s'ils étaient homologues. Par cette logique de marché, nommé « effets bénéfiques en cascade » ou « *trickle-down effect* », l'incorporation des femmes dans le marché productif va engendrer une efficacité accrue des dispositifs économiques, ce qui va stimuler le développement et l'économie, puis finalement ces effets descendront jusqu'aux femmes (Degavre 2011, 66). L'investissement dans l'*empowerment* des femmes serait un moyen de stimuler l'économie et le développement en raison de leurs caractéristiques de bonnes agentes économiques et de leur générosité innée. Compréhension répandue, l'autonomisation des femmes devient un moyen abordable pour inciter le développement puisque l'investissement dans une sphère se répand aux autres.

1.1.3. Femmes : bonnes agentes économiques

Le discours néolibéral de la Banque mondiale est critiqué pour son instrumentalisation des femmes en présentant l'*empowerment* non pas comme une fin, mais comme un moyen d'atteindre certains objectifs de développement. Les programmes de microfinance ou de groupes d'aide placent la charge mentale sur les femmes et les instrumentalisent dans la poursuite d'une réduction de la pauvreté. Investir dans l'autonomisation des femmes est défendu avec l'argument que cela va aider la lutte contre la pauvreté globale grâce à la nature féminine plus généreuse. Cette instrumentalisation de l'*empowerment* déplace l'attention des enjeux liés aux inégalités structurelles pour focaliser sur la manière dont les femmes peuvent aider le développement. Investir dans les programmes d'*empowerment* des femmes est présenté comme un moyen de réduire la

pauvreté et de favoriser le développement. C'est l'effet de « la fille Nike », formulé par Sylvia Chant, qui désigne la responsabilisation des femmes face non seulement à leur propre émancipation, mais également au bien-être et au développement de la société (2012, 202). Ce phénomène est nommé comme tel en raison de la campagne de la marque Nike, qui proclamait qu'il suffit d'investir dans les filles et qu'elles feraient le reste. Ainsi, les femmes et filles deviennent responsables de leur propre émancipation, mais selon un contexte particulier, créé par les programmes de la Banque mondiale (Hickel 2014). Ceci crée des enjeux, par exemple, l'insertion des femmes au marché du travail ne prend pas en considération le phénomène de la « double journée de travail » (Prévost 2011, 49). Ainsi, détenir un travail rémunéré ne décharge pas les femmes de leurs responsabilités dans le foyer, ce qui crée une situation où leur charge de responsabilités s'alourdit plutôt que ne s'allège, si l'octroi d'un emploi n'est pas accompagné d'une adaptation des sphères sociales et culturelles. Cet utilitarisme économique de la Banque mondiale utilise les femmes et les filles comme manière de guérir le monde (Chant et Sweetman 2012; Cornwall 2016). Cette individualisation des enjeux est caractéristique de la néolibéralisation des féminismes, particulièrement dénoncée par les féminismes intersectionnels et postcoloniaux (Rankin 2001).

Le discours néolibéral de la Banque mondiale tend aussi à essentialiser les femmes comme étant des victimes en besoin d'assistance et de secours. Selon diverses autrices, comme Chant (2016) ainsi que Andrea Cornwall et Althea Maria Rivas (2015), les femmes sont définies selon des stéréotypes de genres réifiés par la Banque mondiale. Ainsi, Cornwall et Rivas (2015) dénoncent que les femmes du Sud global sont positionnées en tant que victimes passives en besoin d'aide spécialisée. De plus, le discours de la Banque mondiale stipule que les femmes ont plus de compassion en entreprise, ce qui renforce l'argument de l'implication des femmes dans des

programmes de développement entrepreneurial (Chant 2016, 7). Donner des crédits aux femmes serait donc une manière plus sûre d'assurer une retombée des bienfaits du développement sur la famille et la communauté.

1.1.4. Homogénéisation et universalisation de la « femme »

Cette essentialisation homogénéise et universalise les femmes comme si elles faisaient face aux mêmes obstacles. Cette universalisation est critiquée par les féminismes postcoloniaux et décoloniaux comme constituant une forme de colonialité qui centralise les femmes blanches dans les conceptualisations de la catégorie « femme » (Kothari 2006). Des autrices soulignent ainsi les angles morts de certaines études féministes sur la Banque mondiale et l'*empowerment* (Cho, Crenshaw, et McCall 2013; Hill Collins et Bilge 2016). Une de leurs critiques de la Banque mondiale, de leurs programmes d'*empowerment* ainsi que de certains courants féministes est leur homogénéisation des femmes et l'invisibilisation des intersections des oppressions qui en découle. Ainsi, certaines approches du développement, dont celle de la Banque mondiale, voient la solution de « *add women and stir* » sans remettre en question les conséquences et mécanismes de l'inclusion des femmes au marché (Cornwall et Rivas 2015, 13). Cette solution propose de faire participer les femmes à des sphères de la société traditionnellement réservées aux hommes dans certains contextes, comme le marché du travail. Cette approche n'amorce pas de changement sociétal ou systémique, mais se fonde sur l'idée de procurer aux femmes les mêmes possibilités que les hommes pour leur émancipation. Cette solution ne prend pas non plus en considération les besoins spécifiques des groupes de femmes, ni les changements institutionnels nécessaires à l'égalité des genres. En intégrant des catégories plus variées et fluides qui respectent les différences entre les femmes selon la classe, la nationalité ou l'habilité, et qui appuient une analyse intersectionnelle, il serait possible de contrer l'homogénéisation des femmes effectuée par la Banque mondiale

(Benería 2012; Mason 2015; Cho, Crenshaw, et McCall 2013). Mayra Buvinic et Rebecca Furst-Nichols (2016) ont ainsi étudié l'impact des programmes d'autonomisation économique sur les femmes. Leur étude a démontré que les résultats variaient considérablement selon la classe économique ou sociale des femmes. Ainsi, l'approche couverture, où les mêmes mécanismes sont proposés pour toutes, laisse plusieurs femmes sans support afin de surmonter leurs obstacles spécifiques (Cornwall 2016, 344). Certaines critiques découlant notamment des féminismes intersectionnels, postcoloniaux et antiracistes, soulignent l'invisibilisation qui a lieu dans les programmes d'*empowerment* à travers une catégorisation rigide et essentialiste.

1.1.5. Recette « *one size fits all* » de l'*empowerment*

L'universalisation de l'identité « femme » comme un tout cohérent représente donc une autre critique importante (McEwan 2001; Mohanty, Russo, et Torres 1991). La Banque mondiale est critiquée par les féminismes postcoloniaux et décoloniaux principalement pour son utilisation d'une logique économique de « *one size fits all* » découlant d'une illusion de l'universalisme des processus d'*empowerment* (Cornwall 2016; Guérin et Kumar 2011; Nagels 2021). Cette vision néolibérale traite l'autonomisation économique comme pouvant être produite de manière homologue dans des régions différentes avec des résultats similaires. À l'encontre d'un féminisme universaliste, certains féminismes dénoncent que l'accès au marché ne garantit pas de meilleures conditions de vie pour toutes les femmes partout dans le monde (Chant et Sweetman 2012; Cornwall 2016). En effet, le contexte social et culturel modifie les opportunités des femmes ainsi que leur portée. Par exemple, donner du crédit ou un emploi à des femmes ne rend pas systématiquement cette nouvelle situation socialement acceptable, ce qui peut représenter un obstacle important à la participation des femmes au marché. Les croyances entourant le rôle acceptable des femmes dans la société, ainsi que l'intérêt des femmes pour un travail rémunéré

doivent être considérées pour s'assurer que les options offertes sont en adéquation avec le contexte social, culturel et politique. Ainsi, le contexte social et culturel vient affecter la capacité des femmes à tirer profit des opportunités offertes. Toutefois, les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale ne considèrent pas systématiquement le contexte social, politique, culturel et économique des régions dans lesquelles ils interviennent. Malgré cela, les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale tentent d'exporter une recette d'émancipation qui ne se traduit pas de la même manière dans toutes les régions du monde. Cette réalité est reliée au concept de modernisation qui est prédominant dans le discours néolibéral de développement et ancré dans le concept de la colonialité du pouvoir (Griffin 2009; Sarker 2006). La colonialité du pouvoir se réfère aux modèles de pouvoir qui redéfinissent la culture, le travail, les relations, les aspirations du soi, le bon sens et la production de connaissances pour imposer la supériorité du colonisateur (Mendoza 2016, 114). La colonialité des programmes de la Banque mondiale, entre autre, représente la continuité et la transformation des mécanismes de colonisation aux temps modernes (Dossa 2007; Kabeer 2001; Mestiri 2017, 121; Quijano 2007). C'est une colonisation discursive qui s'articule dans les discours de développement de la Banque mondiale, comme la présentation de solutions universalisées. En effet, le développement est présenté comme découlant d'une formule infaillible ou d'un déroulement plus ou moins linéaire. L'accès à la modernité est présenté comme intrinsèquement relié à de meilleurs droits pour les femmes ou les personnes issues de la diversité de genre. Ainsi, un enjeu pour les femmes du Sud global serait une intégration insuffisante dans les processus de modernisation (Degavre 2011).

Les femmes du Sud global sont présentées comme vivant dans un contexte en besoin de modernisation et de développement. Il reviendrait donc aux pays riches d'aider les femmes de ces régions à moderniser leur contexte de vie et de travail pour atteindre leur émancipation. La notion

de modernité est, selon les féminismes décoloniaux, la mutation de la mission civilisatrice aux temps modernes (Ziai 2016). Ainsi, certaines autrices critiques décrivent les politiques de développement comme tombant dans un complexe du sauveur où les Occidentaux s'arrogent de la mission de secourir les personnes vivant dans des pays soi-disant « sous-développés » (Sondarjee 2020, 133). Des chercheuses et activistes décoloniales dénoncent la condescendance des programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale qui se voient comme sauveurs des femmes du Sud global en essentialisant les femmes comme des victimes impuissantes (Kurtiş, Adams, et Estrada-Villalta 2016; Quijano 2007).

1.1.6. Angle mort : l'hétéronormativité des conceptualisations de l'*empowerment*

Une critique des féminismes queer porte sur la binarité et l'hétéronormativité des programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale (Bedford 2005; Kapoor 2020; Sjoberg 2012). L'hétéronormativité peut être définie comme l'ensemble des institutions, des modes de pensées et des pratiques qui présentent l'hétérosexualité comme cohérente et privilégiée (Berlant et Warner 1998, 548). L'approche de genre et développement dans la littérature a généralement organisé le monde entre femme et homme où chacun-e est défini-e par ses ressources et opportunités. Ainsi, les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale visent l'égalité des chances dans un contexte familial homme/femme. Certaines autrices soulignent qu'en centrant l'*empowerment* uniquement sur les femmes, ces programmes excluent les hommes de l'équation comme s'ils n'étaient pas des agents du système (Peterson 2017). La centralisation des femmes dans les enjeux de genre invisibilise l'aspect sociétal des inégalités de genre ainsi que la pluralité et diversité des enjeux. Kate Bedford (2005) explique que la Banque mondiale réifie l'hétéronormativité en visibilisant uniquement des foyers avec deux adultes hétérosexuels et monogames. Ainsi, la Banque mondiale participe à la régulation des sexualités en solidifiant les foyers hétéronormatifs

ainsi que la place de la femme comme maîtresse du foyer (Gore 2022; Jolly 2011). Les autrices queers soulignent la dimension sexuelle à la globalisation néolibérale promue par la Banque mondiale (Drucker 2009; Peterson 2017). De plus, selon la littérature queer, le discours néolibéral opte généralement pour un langage binaire dans les considérations des inégalités de genre, c'est-à-dire un discours qui divise l'identité de genre entre homme et femme sans fluidité. Cette binarité conceptuelle et langagière limite les compréhensions de l'*empowerment* comme concernant les femmes et les hommes, plutôt qu'un enjeu impliquant des structures genrées inégales (Griffin 2009; Weber 2016). Cette essentialisation s'articule dans la conceptualisation des rôles de genre comme étant complémentaire. Les femmes et les hommes posséderaient des intérêts et capacités différentes, ce qui justifierait l'attention spéciale portée aux femmes dans les programmes d'*empowerment* (Bedford 2007).

1.2 Analyse éclectique féministe : contrer les études en silo

Pour répondre à la question de recherche et expliquer la complexité des enjeux féministes en relations internationales, le cadre théorique puisera dans l'éclectisme analytique féministe. La notion d'éclectisme est de plus en plus utilisée et se dresse contre les études en silo confinées aux débats traditionnels des relations internationales (Peet 2020; Sil 2020; Sil et Katzenstein 2010). Rudra Sil et Peter J. Katzenstein (2010) ont défendu la pertinence de l'éclectisme analytique pour contrer la triade des approches traditionnelles – constructivisme, réalisme et libéralisme – en relations internationales. Plus qu'une forme d'interdisciplinarité, il s'agit de prioriser les questions pratiques plutôt que la théorie et le domaine d'études choisi pour étudier un phénomène. Généralement, les notions théoriques d'une recherche sont choisies en fonction du courant de pensée plutôt que selon leur pertinence pour le sujet de recherche (Cornut 2015, 59). Ainsi, le constructivisme, par exemple, sera utilisé pour discuter des rôles des organisations internationales

dans les enjeux internationaux et le réalisme sera mobilisé pour analyser les enjeux de sécurité. Après un certain temps, certain-e-s théoricien-ne-s élaborent des arguments sophistiqués, mais reconnus seulement ou principalement par les adeptes de leur paradigme théorique. Les analyses en silo ralentissent donc les avancées théoriques d'une discipline, ce pourquoi Sil et Katzenstein avancent qu'il est nécessaire de faire des connexions entre des explications, concepts et prémisses suffisamment reliés, mais qui ne se situent traditionnellement pas dans le même contexte théorique (2010, 2).

Le pragmatisme théorique caractéristique de cette approche éclectique priorise la logique des questions où les critères d'inclusion des notions reposent sur la pertinence contextuelle relative au sujet (Cornut 2015). Jessica Peet définit l'objectif de l'analyse éclectique comme étant de « *liberate scholarship from artificially imposed, but thoroughly policed, paradigmatic boundaries* » (2020, 423). Ainsi, les limites théoriques imposées sont artificielles, mais elles demeurent fortement établies et maintenues, ce qui est contré par ce cadre théorique. L'idée n'est pas de faire concorder plusieurs concepts et éléments de diverses traditions théoriques pour faire une théorie globale sans failles, car ceci risquerait de créer une théorie non cohérente et trop vague, comme mentionné par certaines critiques (Chernoff, Cornut, et James 2020). Ce n'est également pas une synthèse de plusieurs théories, mais une utilisation pragmatique et libre de concepts pertinents et, dans le cadre de cette recherche, féministes. L'objectif est donc de sélectionner les concepts et explications pertinentes à la question posée, sans se soucier des limites préétablies par les pratiques théoriques, tout en respectant les objectifs de recherche déterminés. Dans le cas de cette recherche, les concepts utilisés ont été puisés dans des critiques féministes portant sur les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale, permettant une analyse puisant dans divers courants et théories féministes en relations internationales.

Plusieurs écrits ont tenté d'élargir les possibilités de l'analyse éclectique en relations internationales (Chernoff, Cornut, et James 2020; Cornut 2015; Katzenstein et Okawara 2001; Peet 2020). Selon Jessica Peet, il est essentiel d'introduire une analyse intersectionnelle dans l'approche éclectique pour éviter l'invisibilisation des groupes davantage marginalisés dans les études réalisées. L'éclectisme analytique se différencie par son attention à la multiplicité, l'hétérogénéité et à l'interaction de divers mécanismes et éléments, ce qui peut supporter des compréhensions complexes et inclure des voix généralement marginalisées en relations internationales. Peet écrit vouloir inspirer un éclectisme analytique associé à une analyse intersectionnelle pour célébrer la différence, plutôt que les similarités fixes, comme le point de départ de l'analyse sociale (2020, 429). Jane Parpart souligne également comment une approche éclectique aux théories féministes peut supporter des analyses discursives plus fluides (2019, 208). Une approche féministe éclectique centralise la notion de pouvoir, ce qui permet de tolérer la présence d'une multitude de phénomènes interreliés dans l'enjeu d'*empowerment*. En centrant les diversités et les différences, il est possible de contourner les aspirations à l'universalisme qui excluent les considérations des relations de pouvoir et invisibilisent ceux et celles en marges. Ces autrices tracent la route à une approche éclectique intersectionnelle offrant de nouvelles possibilités d'analyse. Pour cette recherche, cela implique que les indicateurs discursifs élaborés peuvent être puisés dans une littérature féministe vaste et diversifiée, afin d'analyser différents pôles discursifs.

Le cadre éclectique féministe utilisé ici va donc incorporer un ensemble de courants de pensée féministes utilisant une intersectionnalité dans l'analyse de l'*empowerment*. Plutôt que de situer l'analyse de discours dans un courant féministe avec une banque de notions limitée, les éléments de réponse seront sélectionnés selon leur pertinence pour la compréhension de l'étude du discours de la UFGE, fonds multidonateurs de la Banque mondiale. Ainsi, l'analyse et les outils

théoriques favorisant la meilleure compréhension possible du sujet seront priorisés même si les concepts peuvent être originellement dans des théories féministes différentes en relations internationales. Cette préservation de la constellation féministe combat aussi l'invisibilisation des personnes plus marginalisées et l'universalisation des notions féministes en relations internationales (Peet 2020). Cette curiosité féministe permet de préserver des concepts théoriques utiles en relations internationales tout en remettant en question leur neutralité (D'Aoust et Grondin 2015). En alliant une approche féministe à cette théorisation éclectique, la production genrée des connaissances en relations internationales est interrogée (Chung 2017). Alors que les courants de pensée féministes en relations internationales sont multiples, l'éclectisme féministe permet l'utilisation de diverses explications et analyses pour délimiter l'évolution de l'*empowerment* ainsi que cartographier les processus de néolibéralisation présents dans le discours de la Banque mondiale.

Malgré cet éclectisme et la pluralité des notions théoriques sélectionnées, cette analyse se situe à l'intersection des études de genre et des études en relations internationales, ce qui établit certaines prémisses théoriques et méthodologiques fondamentales. D'abord, tout savoir est situé et donc aucune objectivité n'est absolue, possible ou désirable. Ainsi, cette analyse de discours est le fruit de ma positionnalité en tant qu'étudiante blanche dans une université d'Amérique du Nord. Mes intérêts de recherche ainsi que les fondements de mes connaissances sont ancrés dans cette réalité de privilèges et il m'est impossible de me détacher de ma propre subjectivité sur le sujet. Ainsi, les éléments retenus pour développer les indicateurs discursifs ont été influencés par mon bagage de connaissances personnel ainsi que les demandes académiques d'une université occidentale. Ma compréhension et expérience du féminisme influence également comment je conceptualise l'*empowerment* ainsi que mon analyse de la Banque mondiale. Considérant mes

privilèges de classe et de nationalité, ma vision théorique et détachée de la question d'*empowerment* impose des angles morts sur les nuances du terrain et sur les expériences des femmes du Sud global. La reconnaissance d'une multiplicité de féminismes dans ce travail est liée à cette compréhension ontologique et à une volonté de contribuer aux études en relations internationales en amorçant une réflexion sur notre propre discours ainsi que sur nos propres représentations des féminismes et de l'empowerment. L'objectif est d'amorcer une réflexion sur les tendances discursives d'une des institutions occidentales les plus prévalentes en coopération internationale plutôt que de se pencher sur une réalité et compréhension culturelle qui ne m'appartiennent pas. Cette prémisse implique également que tout savoir est genré ainsi que situé aux intersections de race, classe, nationalité et capacités. Ainsi, la production de la connaissance et le savoir sont construits et situés. De plus, il semble important de reconnaître que la sélection des concepts et notions demeure subjective. Il est impossible pour ce travail de représenter toute la mosaïque des études féministes et de genre. Ce n'est pas non plus l'objectif.

Dans la prochaine section, la méthodologie choisie, c'est-à-dire l'analyse de discours, sera expliquée en détail. Les données analysées et les indicateurs mobilisés seront définis pour établir le point de départ théorique de cette recherche.

1.3 Analyse de discours : méthodologie et données

Cette recherche mène une analyse de discours pour étudier dix rapports produits par la *Umbrella Facility for Gender Equality* (UFGE) ainsi que la stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale, tous publiés entre 2012 et 2022. Le discours est appréhendé comme « producteur d'identités, de sens, de désirs, et donc de pouvoir, et inscrit dans une multitude de pratiques, institutions, identités, normes, lois et procédures disciplinaires » (Angermuller 2014, 28). Le

discours est donc la production sociale de formes de connaissances qui limite ce qui est possible de penser, comprendre et d'entendre. Ainsi, le discours n'est pas nécessairement ce qui est dit, mais qui est en mesure de parler et ce qu'il est possible de dire (Barad 2003, 5). Donc plus qu'une étude syntaxique ou grammaticale du langage, l'analyse de discours est une méthode interprétative qui cherche à démystifier la nature située du discours et sa relation au pouvoir. Cette analyse est avant tout centrée sur les questions de pouvoir et sur le contexte du texte à l'étude, ce qui la distingue de l'analyse de contenu qui observe plutôt la fréquence d'utilisation des termes. Cette méthodologie permet de s'intéresser aux interactions entre langage, idéologie, pouvoir et structure sociale (Catalano et Waugh 2020; Le 2000). Dans ce contexte discursif, le genre est un code de gouvernance qui pénètre le langage et construit systématiquement la pensée, la connaissance et leur légitimité (Peterson 2005). J'ai donc opté pour une analyse de discours poststructuraliste, où le langage et le discours ne sont pas des phénomènes naturels, mais des processus politiques inscrits dans leur contexte social et politique (Bacchi et Eveline 2010, 141). L'objectif n'est pas d'observer le discours et le langage en soi, c'est une analyse qui se distancie de la sémantique langagière et qui s'intéresse aux formes de représentation et à l'articulation des relations de pouvoir dans le discours. Ce sont donc les mots utilisés et surtout les interprétations associées qui nous intéressent. L'idée est donc de comprendre comment la Banque mondiale mobilise les notions féministes dans son contexte discursif néolibéral et comment la néolibéralisation de ces notions affecte leur signification.

Les débats et contestations autour des significations et compréhensions ont lieu dans le discours comme stipulent les analyses poststructuralistes (Bacchi et Eveline 2010, 5). Ainsi, le discours n'est pas seulement genré et racisé, il *genre* et *racialise* le savoir. C'est une pratique de production en soi. Le discours néolibéral dépend de ces hiérarchies de genre et des pratiques

hétéronormatives construites (Griffin 2009, 31). Ainsi, la notion de pouvoir dans le langage s'articule en produisant ces catégories et les naturalisant. En effet, l'analyse de discours poststructuraliste souligne la nature genrée et racisée du discours en déconstruisant la perception que le langage est neutre (Huckin, Andrus et Clary-Lemon 2012). Des autrices, comme Michelle M. Lazar (2005), proposent une analyse du discours féministe pour porter l'attention de la recherche sur les relations de pouvoir genrées. Ainsi, le langage est non seulement révélateur des relations de pouvoir, mais il les reproduit. Cette méthodologie ouvre les possibilités de théoriser les changements de la rhétorique du pouvoir et de la performance des identités à travers les périodes et contextes (Huckin, Andrus et Clary-Lemon 2012). Le discours de la Banque mondiale peut donc être analysé comme une forme institutionnalisée du néolibéralisme dissimulant sa position ethnocentrique et sexiste à travers son discours sur la bonne gouvernance basée sur des réalités objectives supposées (Griffin 2009, 30).

1.3.1 Données

Pour accomplir cette analyse du discours, j'ai analysé les documents publiés par le *Umbrella facility for gender equality* (UFGE) qui est un fonds multidonateurs dédié à l'égalité des genres et l'*empowerment* des femmes à travers la collecte de données et la création de connaissances pour les gouvernements et le secteur privé. La UFGE investit dans la recherche pour élargir les connaissances, établir des approches innovatrices et aider les équipes de la Banque mondiale ainsi que les clients à comprendre ce qui fonctionne à travers une évaluation des impacts. Il s'agit du seul fond multidonateurs de la Banque mondiale à se pencher exclusivement sur les questions de genre. Les rapports annuels de ce groupe répertorient le travail accompli chaque année dans plus de cent pays. Les partenaires et investisseurs de ce fonds sont : l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la

Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les États-Unis, la fondation Bill & Melinda Gates et le *Wellspring Philanthropic Fund*. Ce fonds a été créé en 2012 comme faisant partie de la nouvelle stratégie pour le genre et l'*empowerment* des femmes établie par la Banque mondiale. En adoptant les Objectifs du millénaire dans son rapport phare de 2012, la Banque mondiale s'est engagée à appuyer leur réalisation, dont l'objectif 5 - réduction des inégalités de genre. Cette nouvelle stratégie se concentre sur quatre axes : améliorer les fondations humaines, éliminer les obstacles aux emplois et de meilleure qualité pour les femmes, éliminer les obstacles à la propriété et au contrôle des actifs par les femmes et améliorer la voix et l'action des femmes. Cette stratégie du Groupe de la Banque mondiale, et de la UFGE, guide les politiques de développement des unités de la Banque mondiale et de divers gouvernements. La UFGE a contribué à l'élaboration de la stratégie sur l'*empowerment* des femmes à la Banque mondiale. Depuis 2012, la UFGE publie un rapport annuel nommé *World Bank Annual Gender Trust Funds Program Report* pour mettre au point les interventions et politiques élaborées au cours de la dernière année. Il y a, au total, dix rapports publiés jusqu'à présent. Ces rapports annuels font entre 40 et 90 pages et sont originellement tous rédigés en anglais. Ils portent sur une vue d'ensemble des différents programmes et politiques sur l'*empowerment* des femmes et l'égalité des genres financés par la UFGE dans la période donnée. En 2023, la stratégie pour le genre fut révisée et réformée selon les besoins révisés. Il s'agit donc d'une opportunité de voir les programmes développés au cours de la dernière décennie selon les piliers établis par le *World Development Report (WDR)* de 2012 et la Stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale, rédigée en réponse directe au WDR de 2012.

Malgré tout, la Banque mondiale reste la somme de toutes ses parties et il est difficile de trouver des documents qui puissent représenter un positionnement officiel qui inclut toutes les unités de cette institution. L'intérêt d'étudier la UFGE est que sa création découle des

recommandations du rapport phare de la Banque mondiale de 2012 et s'appuie sur la nouvelle stratégie de genre détaillée par le Groupe de la Banque mondiale. En priorisant l'étude d'une unité spécifique de la Banque mondiale spécialisée en genre, il est possible d'évaluer comment cette unité développe la connaissance qui guide les politiques de genre des autres unités de la Banque mondiale ainsi que la sphère publique. En plus, en limitant l'étude à une unité précise, il est plus faisable et concret de regarder l'évolution des conceptualisations néolibérales de l'*empowerment*. Le Groupe de la Banque mondiale, dont la UFGE, et son travail sur le genre sont un élément phare pour guider les politiques de la Banque mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale regroupe spécifiquement cinq organes principaux - la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - œuvrant pour mettre sur pied des programmes de développement et de coopération alors que la Banque mondiale regroupe tous les groupes, organisations et institutions travaillant en son nom. Les cinq indicateurs des processus de néolibéralisation basés sur les critiques principales ressorties de la revue de littérature seront mobilisés pour cartographier l'utilisation de l'*empowerment* dans les programmes de la Banque mondiale.

1.3.2 Processus de néolibéralisation comme indicateur discursif

Le néolibéralisme est un terme large qui peut, parfois, sembler perdre son sens tant qu'il est utilisé. C'est pourquoi il semble essentiel de présenter ma compréhension du concept et de comment il sera utilisé dans le cadre de cette semaine. Aux fins de cette recherche, le néolibéralisme sera compris comme un projet politique lié à une idéologie et rationalité économique déployée aux sphères sociales, culturelles et politiques. Selon certain-e-s auteur-e-s,

le néolibéralisme met en marche des processus de dérégulation, de privatisation et de marchandisation des éléments sociaux et culturels, comme dans le cas de la cooptation de l'*empowerment* (Larner 2000; Prügl 2015). L'idéologie néolibérale comporte donc une facette importante de gouvernance liée à l'objectif de créer des sujets économiques rationnels (Rankin 2001, 22). En effet, la Banque mondiale utilise les programmes de développement dans son projet de création de sujets économiques efficaces qui pourront intérioriser et puis reproduire la rationalité néolibérale. Bien que d'autres significations du néolibéralisme soient intéressantes, cette compréhension postmoderniste du néolibéralisme comme projet de gouvernance permet davantage la réalisation des objectifs de cette recherche. En effet, cette recherche veut observer les processus mobilisés par la Banque mondiale pour la dissémination des valeurs du marché aux sphères sociales, culturelles et politiques ainsi que les effets sur la conceptualisation de l'*empowerment*.

Un concept utile pour observer les mécanismes de gouvernance de la Banque mondiale a été présenté par Prügl (2015) qui identifie la néolibéralisation des féminismes comme l'intégration de notions féministes dans la rationalité néolibérale d'institutions internationales. Elle analyse ces processus comme le lieu de rencontres entre féminismes et néolibéralisme où de nouvelles connaissances sont produites et où un discours est construit. Cette néolibéralisation n'est donc pas seulement la cooptation de notions féministes, mais leur intégration dans de nouvelles formes de compréhension et la production de nouveaux savoirs. Comme Prügl le mentionne, « *neoliberalised feminism may provide arguments for gender equality and the empowerment of women, but it retains ideological commitments to rationalism, heteronormativity, and genderless economic structures* » (2015, 619). Ainsi, même si les féminismes néolibéralisés peuvent produire des arguments intéressants pour l'*empowerment*, ses engagements idéologiques demeurent à la rationalité, l'hétéronormativité et la neutralité des structures économiques.

Penny Griffin (2009) souligne également la nature néolibérale des féminismes intégrés à la Banque mondiale en identifiant des processus de néolibéralisation interreliés, comme la naturalisation du genre, l'hétéronormativité et l'universalisation des notions de genre. Ce n'est donc pas seulement que la Banque mondiale a un discours néolibéral genré, mais qu'elle genre activement son discours. Plus qu'une étude sur la cooptation des féminismes par des institutions néolibérales, il s'agit d'étudier les compréhensions de l'*empowerment* diffusées par cette néolibéralisation. La néolibéralisation des féminismes ancre ces notions dans une rationalité individuelle et économique occidentale où l'émancipation équivaut à la maximisation des capacités individuelles (Hickel 2014, 1356). Les langages féministes sur l'*empowerment* sont dénaturalisés et dépolitisés pour être formulés d'une manière qui supporte les objectifs et positions néolibérales de la Banque mondiale. Cette institution ayant été critiquée pour avoir intégré certaines notions afin de faire taire les voix divergentes, il est alors intéressant d'étudier si l'inclusion de notions féministes sur l'*empowerment* tombe dans la même stratégie (Bergeron 2003, 404). L'objectif n'est donc pas de voir s'il y a une cooptation néolibérale, mais plutôt d'observer les processus de néolibéralisation du discours autour de l'*empowerment* à la Banque mondiale. Comme mentionné par plusieurs autrices, le tournant social de la Banque mondiale depuis son rapport phare de 2012 ouvre des opportunités de défier sa logique néolibérale et coloniale (Bergeron 2003; Prügl 2015). La Banque mondiale négocie sa position en tant qu'institution fondamentalement néolibérale œuvrant dans la coopération internationale et l'*empowerment*. C'est ainsi un lieu discursif intéressant où les féminismes et le néolibéralisme interagissent à travers divers objectifs de développement et d'adhésion aux valeurs libérales (Bedford 2007, 3). Le discours de cette institution néolibéralise des notions féministes à travers divers processus qui seront identifiés puis étudiés dans cette thèse. Le discours néolibéral de développement centralise les innovations économiques et l'intégration au marché productif, comme démontré par les littératures féministes.

En m'inspirant des écrits de Prügl et des écrits mentionnés dans la revue de la littérature, j'ai identifié cinq processus de néolibéralisation discursive qui sont potentiellement présents dans les documents sur l'*empowerment* des femmes du Sud global: universalisation, homogénéisation, essentialisation, hétéronormativisation et dépolitisation. L'objectif est ici d'observer la manière que l'*empowerment* est abordé à travers ces indicateurs pour obtenir une vue d'ensemble des tendances discursives au sein de la Banque mondiale. Chaque processus est identifié et démystifié par des courants de pensée et d'études féministes différents, visibilisant des conséquences spécifiques du néolibéralisme de la Banque mondiale. Pour chacun de ces processus de néolibéralisation, je présenterai les concepts associés permettant l'analyse de discours.

1.3.3 Dépolitisation

Ce critère regroupe les critiques de l'approche technocratique de la Banque mondiale où l'*empowerment* est limité à une compréhension individuelle et économique. La néolibéralisation des féminismes a aussi lieu à travers l'amalgame des objectifs de développement, des objectifs sociaux et des objectifs économiques. Ainsi comme mentionné dans la revue de la littérature, l'*empowerment* devient une entreprise économique et néolibérale rentable qui obéit à des comportements rationnels du marché. La forme institutionnalisée du discours néolibéral cache les prémisses sexistes et ethnocentriques à travers un narratif de bonne gouvernance guidant les programmes de développement et d'*empowerment* (Griffin 2009, 30). Les opportunités d'émancipation des femmes découleraient d'une loi naturelle de la croissance économique et du travail productif, selon la logique néolibérale. Les féministes en économie politique dénoncent les dangers d'associer économie et projets sociaux (Gerard 2019; Guérin et Kumar 2011; Prügl 2015; Rankin 2001). Pour cet indicateur, il sera ici question d'observer si l'*empowerment* est encore

appréhendé selon ces prémisses économiques ou s'il y a une reconnaissance d'autres éléments pouvant affecter ces processus d'*empowerment*.

1.3.4 Essentialisation

Le discours de la Banque mondiale a été critiqué pour son essentialisation des femmes du Sud global comme étant de « bonnes agentes économiques », généreuses mais dépourvues d'agentivité dans le contexte actuel (Chant 2016; Cornwall et Rivas 2015; Kabeer 2001). Le discours néolibéral de la Banque mondiale a tendance à attitrer des caractéristiques aux femmes comme si elles étaient intrinsèques, naturelles et statiques. Généralement, il y a une tendance assez forte dans la néolibéralisation des féminismes à essentialiser les femmes comme étant des « *nurturers* » et des « *carers* » (Bacchi et Eveline 2010, 8; Griffin 2009, 76). En effet, les justifications économiques néolibérales des programmes d'*empowerment* utilisent ce rôle essentialiste des femmes pour justifier les investissements, instrumentalisant les femmes pour favoriser le développement de la région (Rankin 2001). De plus, les hommes et les femmes sont confiné-e-s à des rôles complémentaires qui sont naturalisés ainsi que statiques (Bacchi et Eveline 2010; Griffin 2009). Par exemple, les hommes sont présentés comme étant les pourvoyeurs qui doivent apprendre à contribuer aux responsabilités de *care* du foyer alors que les femmes sont les personnes altruistes et maternelles qui doivent quitter le foyer pour s'émanciper. Bien que ce modèle existe, il ne s'agit pas du seul modèle substituant, mais constitue le seul à être visibilisé par la Banque mondiale. En se conformant à cette complémentarité, les programmes de la Banque ne modifient pas les rôles genrés, mais contribuent à les réifier (Rankin 2001).

1.3.5 Hétéronormativisation

Les programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale et leur discours néolibéral sont critiqués par les féministes queers pour leur priorisation des femmes et filles aux dépens de considérations systémiques où les inégalités genrées dépassent la binarité homme/femme. Ceci limite les interventions de la Banque mondiale à un modèle hétéronormatif (Bedford 2005; Drucker 2009; Gosine 2010). Le discours néolibéral de la Banque mondiale produit et reproduit des conceptualisations hétéronormatives en rendant l'hétérosexualité non seulement cohérente et naturelle, mais également privilégiée dans l'élaboration de leurs programmes. Comme Griffin l'explique : « *The Bank reproduces heteronormativity in its prescriptions for the developing world by privileging reproductive heterosexuality as the only functional form of sex* » (2009, 157).

Ces programmes adressent rarement les obstacles de femmes célibataires et sans enfants, adoptant plutôt le modèle des femmes hétérosexuelles et mariées comme la norme. Ce processus de néolibéralisation est subtil, car la Banque mondiale ne mentionne pas que l'hétérosexualité est préférable de manière explicite, mais le discours reproduit et stabilise la binarité des genres ainsi qu'un contexte conjugal hétérosexuel. Ainsi, l'horizon de possibilité présenté est basé uniquement sur le modèle homme/femme, et la diversité des genres est exclue du discours. Cette polarisation des identités de genre renforce les stéréotypes de genre comme naturels et statiques. La masculinité est exclusivement associée aux hommes et la féminité aux femmes, et cette représentation stabilise les femmes comme les victimes sans explorer les inégalités comme un système se répercutant globalement sur tous les individus. Les familles sont majoritairement appréhendées comme un lieu nucléaire et hétérosexuel (Jolly 2011, 24). Les familles qui ne se conforment pas à ce modèle sont invisibilisées dans les programmes d'*empowerment* (Peterson 2005). Ainsi, il est également

question à travers cet indicateur d'analyser comment le UFGE élabore ses programmes d'*empowerment* et si ces derniers se fondent sur un modèle hétéronormatif.

1.3.6 Universalisation

Cet indicateur se base sur les études et activistes décoloniaux critiquant la Banque mondiale. Central à cet indicateur, le concept de colonialité est ici mobilisé pour comprendre comment le discours réifie les modes de pensées coloniaux et renforce son dévouement au maintien de la supériorité projetée des pays occidentaux. La colonialité est un concept développé par des activistes et théoriciennes décoloniales où les relations de pouvoir, le racisme et le colonialisme sont étudiés comme des systèmes d'oppression s'insinuant dans toutes les facettes de la coopération internationale (Quijano 2007; Mestiri 2017; Lugones 2010). Les prétentions universelles aux modes de développement et d'*empowerment* « *conceals the long naturalised and dehistoricised associations between white men's bodies and their superior capacity to produce, provide for and perpetuate modern economic society* » (Griffin 2009, 71). Ainsi, l'universalisation cache des processus historiques et naturalisés qui associent les hommes blancs et une capacité supérieure à produire et à perpétuer la société économique moderne. La Banque mondiale n'y reconnaît pas sa propre subjectivité et ses limites dans ses pratiques de développement puisqu'elle réifie la position supérieure des hommes dans l'économie, ce qui leur confère une plus grande valeur. Plus que cela, l'intégration et la néolibéralisation de notions féministes demeurent blanches puisque ce sont majoritairement les féministes blanches qui sont consultées dans les unités spécialisées en genre à la Banque mondiale (Bacchi et Eveline 2010, 216). L'intégration transversale du genre dans les entités de la Banque mondiale n'a pas nécessairement ou systématiquement entravé le problème d'invisibilisation et de marginalisation des groupes. Le travail d'élaboration de politiques et de la production de savoir sur l'*empowerment* est donc fondamentalement genré et racisé. Cet indicateur

permet donc d'observer si et comment les considérations sur l'universalisme présumé de l'économie et des politiques de développement ont évolué dans le discours sur l'*empowerment*.

1.3.7 Homogénéisation

Le discours néolibéral a tendance à homogénéiser les femmes comme groupe social, politique et économique uniforme. On y crée donc la catégorie « femme » où les membres sont marginalisés, pauvres, vulnérables et donc en besoin d'assistance (Bergeron 2003, 410). Aucune divergence à l'intérieur de cette catégorie créée par des entités occidentales n'est considérée. Selon les féminismes intersectionnels, ceci centre la femme blanche occidentale comme la représentation symbolique et discursive de la catégorie « femme » invisibilisant toutes personnes déviant de cette identification. Le concept d'intersectionnalité dénonce les intersections de la race, du genre, de la sexualité, de capacités et de la classe généralement ignorées dans le discours néolibéral (Cho, Crenshaw, et McCall 2013; Crenshaw 2013; Hill Collins et Bilge 2016). Comme le souligne Sirma Bilge, « l'intersectionnalité renvoie à l'idée que les inégalités sociales peuvent rarement être comprises comme étant façonnées par un seul rapport de pouvoir, qu'il s'agisse de la race, du genre ou de la classe, car elles sont construites par plusieurs rapports qui œuvrent ensemble et s'influencent mutuellement » (2019, 40). Ainsi, les politiques d'autonomisation de la Banque mondiale considèrent les femmes comme un groupe nécessitant des interventions sans considérer les intersections d'autres identités qui modulent les obstacles de chaque femme. On identifie les inégalités de genre comme étant un obstacle à l'agentivité des femmes et à leur liberté décisionnelle sans considérer le croisement avec d'autres types de discriminations, comme les discriminations raciales et de classe. Ces éléments sont étudiés dans des catégories analytiques séparées, sans analyse intersectionnelle des enjeux de développement touchant les femmes du Sud global (Griffin 2009, 138). C'est un problème que les féministes intersectionnelles et postcoloniales nomment

« catégorisation », où chaque individu est placé dans une catégorie fixe avec des caractéristiques attitrées (Bacchi et Eveline 2010, 94). Ce processus de néolibéralisation produit et reproduit alors ces catégories fixes, essentialistes et coloniales.

Ainsi, le genre perd sa capacité d'expliquer les relations de pouvoir ainsi que les causes systémiques de ces inégalités genrées. Le discours néolibéral de la Banque mondiale a tendance à traiter les femmes comme un sujet de ses programmes d'*empowerment* généralisable et universel à partir de l'idée selon laquelle ce qui aide une femme les aidera toutes. Ceci a comme conséquence de traiter le genre selon une subjectivité blanche, ethnocentrique et hétéronormative puisque les femmes sont considérées comme un groupe homogène. Le genre est produit par une institution ancrée dans sa blancheur et son occidentalité. Cette fausse neutralité du sujet « femmes » invisibilise les intersections des oppressions et des identités (Bacchi et Eveline 2010, 232). Ce cadrage théorique conçoit les catégories comme fluides, changeantes et toujours influencées par d'autres catégories (Cho, Crenshaw, et McCall 2013, 795).

1.4 Conclusion

Dans ce chapitre, la revue de la littérature, la méthodologie et le cadre théorique ont été expliqués en détail pour donner une idée claire du point de départ de cette recherche. Celle-ci vise à exploiter la diversité des féminismes en relations internationales pour étudier comment la néolibéralisation impacte l'intégration de nouvelles notions dans le discours de la Banque mondiale. À la fin de ce chapitre se trouve le Tableau 1 qui résume les indicateurs et les critères discursifs associés à chaque processus de néolibéralisation.

Le prochain chapitre débute la présentation des données et de l'analyse de discours. Dû à la nature interprétative et inductive de la méthodologie, les données et l'analyse seront simultanément

montrées dans les trois prochains chapitres dans l'objectif de présenter les résultats de la manière la plus claire. De plus, les chapitres sont divisés selon les grandes thématiques observées pendant la collecte de données. Pour chaque thématique, les indicateurs seront utilisés pour analyser chaque pôle discursif retenu dans la collecte de données. Cette division du développement permet ainsi non seulement d'évaluer la présence de chaque indicateur, mais de voir comment ces processus interagissent entre eux et s'influencent.

<i>Tableau 1 - Résumé des processus de néolibéralisation</i>	
Indicateur	Critères
Dépolitisation	<ul style="list-style-type: none"> - Technocratisation de l'<i>empowerment</i> et rationalité économique - Idée d'efficacité ou de « <i>smart economics</i> » - Idée de gouvernance et de gouvernementalité - Conceptualisations individuelles - Utilisation des notions de capacités, production, marché, travail
Hétéronormativisation	<ul style="list-style-type: none"> - Concept de complémentarité des genres - Mention sur la vie domestique, conjugale ou de foyer nucléaire - Mention ou réification explicite ou implicite de sexualité hétéronormative - Langage binaire
Essentialisation	<ul style="list-style-type: none"> - Représentations essentialistes de caractéristiques féminines - Justification des programmes et/ou explications des résultats basés sur des caractéristiques fixes des femmes - Réification des rôles genrés comme étant naturels
Universalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Solutions universalisées - Représentation monolithique et universelle des femmes - Idée de modernité - Reconnaissance ou non de privilèges, de colonialisme ou de l'historique des relations de pouvoir (par exemple, les diversités culturelles et nationales)
Homogénéisation	<ul style="list-style-type: none"> - Catégories homogènes - Intérêts d'un groupe sans reconnaître les divergences - Reconnaissance ou non du racisme, colonialisme, classisme et hétéronormativité dans les inégalités de genre - Concept d'intersectionnalité absent

CHAPITRE II

« *WHAT WORKS* », EFFICACITÉ ET RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE

La nouvelle stratégie de genre du Groupe de la Banque Mondiale énonce les bases des futures interventions de ses organes. Celle-ci énonce des positions théoriques prenant en compte les critiques féministes faites à l'encontre de la Banque mondiale dans les dernières décennies. Le Groupe de la Banque mondiale nomme le genre comme les comportements, caractéristiques, attentes et normes sociales, comportementales et culturelles qui viennent moduler les opportunités des femmes et des hommes à travers le monde (Groupe de la Banque mondiale 2015, 6). Cet organe de la Banque mondiale exprime que le genre ne doit pas être amalgamé aux enjeux des femmes et qu'il faut plutôt utiliser une compréhension globale et sociale du genre. Ainsi, la stratégie du Groupe de la Banque mondiale identifie le genre comme social et culturel et se situant à l'intersection d'identités multiples où les hommes et les femmes ne sont pas des groupes homogènes, mais stratifiés par le racisme, l'ethnicité, les handicaps, l'orientation sexuelle et l'identité de genre (Groupe de la Banque mondiale 2015, 13). Le Groupe de la Banque mondiale identifie les différents niveaux de discrimination et de vulnérabilité liés aux inégalités de genre. Outre cette reconnaissance explicite dans la stratégie de genre, la UFGE utilise des termes généralistes et parapluies dans ses documents.

Toutefois, même dans la stratégie de genre, les sous-groupes de la Banque mondiale priorisent l'économie, le marché et l'*empowerment* des femmes en tant qu'entreprise de développement rentable dans son élaboration de programmes. L'évolution du discours est notable, mais elle demeure nuancée et marquée par des processus discursifs de néolibéralisation qui intègrent les

considérations féministes dans le paysage néolibéral. Malgré les limites de cette forme d'inclusion, il demeure important de reconnaître certaines des avancées faites par la UGFE.

Ce chapitre analyse la place de la rationalité et efficacité économique dans le discours de la UFGE inspiré par la stratégie du genre du Groupe de la Banque mondiale. Le thème de la rationalité économique et du besoin d'efficacité demeure cardinal dans l'élaboration des programmes de développement alors que la UFGE tente de prendre un tournant plus social et culturel au sujet des enjeux d'*empowerment*. Les cinq processus de néolibéralisation sont ainsi analysés à travers cette thématique discursive présente dans tous les documents étudiés. Au fur et à mesure de la présentation des données et de leur analyse, je démontre que les processus de dépolitisation, d'universalisation et d'homogénéisation demeurent prépondérants dans cette thématique du discours de la UFGE, mais selon des critères modifiés.

2.1 Efficacité économique : pilier incontesté de la Banque mondiale

En premier lieu, il est intéressant de souligner que la notion d'efficacité est omniprésente à travers la stratégie de genre de la Banque mondiale ainsi que les documents de la UFGE. L'aspect d'efficacité et de l'*empowerment* comme un bon investissement est moins centralisé explicitement dans le discours, mais le champ lexical l'entourant démontre son importance. Le caractère primordial de l'efficacité des programmes d'*empowerment* est nommé et répété dans tous les documents sans amoindrissement, alors que la UFGE établit la nécessité d'avoir des programmes efficaces possédant un bon rendement économique comme une priorité. La UFGE parle de la nécessité de programmes efficaces et rentables, mais également de l'augmentation de l'efficacité individuelle des femmes pour leur *empowerment* (UFGE 2013; 2017; 2019; 2020; 2021; 2022). L'importance de l'efficacité est défendue dans la stratégie de genre, qui explique que l'agenda de

genre met de l'avant l'inclusion comme un objectif en soi, mais également comme un aspect essentiel pour l'efficacité des politiques de développement (Groupe de la Banque mondiale 2015, 7). Toutefois, dans les documents de la UFGE, l'*empowerment* et les enjeux de genre sont décrits comme étant pertinents aux autres objectifs de développement et généralement davantage comme un moyen de développement plutôt qu'une finalité. Par exemple : « *investments in reproductive health are a major missed opportunity for development* » (UFGE 2013, 11) ou « *the program quantified,[...], the economic costs of women's unequal access to economic opportunity. Putting concrete numbers on the economic losses [...] strengthened the case for Ministries of Finance to position gender equality as an economic growth* » (UFGE 2021, 21). Dans ces citations, les politiques sur le genre s'inscrivent dans la nécessité de l'efficacité du développement et de la rentabilité des investissements, et sont caractérisées par l'attention portée aux questions de genre en lien avec la croissance économique et la productivité (Bedford 2007, 4). Les questions d'*empowerment* et d'égalité de genre ne sont donc pas considérées comme un aspect ayant une valeur intrinsèque en soi, mais comme un rouage du développement.

Dans la stratégie de genre, il y a un intérêt marqué pour l'identification de politiques économiques et de réformes efficaces pour augmenter l'agentivité et la voix des femmes dans leur vie économique (Groupe de la Banque mondiale 2015, 73). Le Groupe de la Banque mondiale utilise des expressions qui expliquent comment les pays qui ne cherchent pas à remédier aux inégalités de genre subissent des pertes économiques (2015, 28). La UFGE répète que les programmes doivent être efficaces, financièrement rentables et mesurables, en soulignant l'importance de quantifier les résultats des programmes d'*empowerment* et voir ce qui fonctionne le mieux pour les reproduire ailleurs (UFGE 2017, 35). La stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale souligne que le nouvel agenda du genre, qui se terminera en 2030, met de l'avant

l'inclusion comme un objectif en soi, mais également comme un moyen d'accroître l'efficacité du développement (Groupe de la Banque mondiale 2015, 7). La UFGE établit très tôt l'idée que l'efficacité et l'atteinte d'objectifs multiples constituent le fondement des programmes sur l'*empowerment* et de l'égalité de genre.

Le concept de rationalité économique néolibérale est mobilisé par la UFGE à travers différents termes et idées qui réfèrent au besoin d'efficacité. Les termes utilisés sont : « *cost-effective* » (UFGE 2019, 30), « *effective tool* » (UFGE 2018, 8), « *effectiveness* » (UFGE 2016, 2) « *effective ways* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 73), « *efficacy of World Bank projects* » (UFGE 2019, 47), « *efficacy of interventions* » (UFGE 2017, 27) et « *self-efficacy* » (2015, 15). La UFGE utilise aussi fréquemment les termes d'efficacité (2015, 15; 2017, 27), de maximisation (UFGE 2013, 13) et de productivité (2013, 7; 2016, 44; 2017, 33) liés au modèle discursif néolibéral qui encourage les individus à se percevoir de manière individuelle et comme un acteur économique responsable de la maximisation de son propre bien-être (Larner 2000, 13). La UFGE insère ses démarches d'*empowerment* dans une logique économique où les réformes institutionnelles sont primées suivant le point de vue du marché comme outil de changement ou de croissance. L'idée est d'identifier des obstacles aux mécanismes de marché pour augmenter l'accès des femmes aux opportunités économiques et donc supporter leur *empowerment*, réitérant la confiance du néolibéralisme envers le marché (Griffin 2009, 69). Particulièrement, la UFGE veut se pencher sur les « *market, institution, and household-level constraints that limit women's access to economic opportunities* » (2013, 18). C'est donc une approche profondément réformiste avec une confiance inébranlée pour la capacité du marché à rétablir les inégalités de genre. La UFGE exprime le besoin de brosser un portrait économique des inégalités de genre pour élaborer un plan d'action efficace et ainsi justifier l'investissement dans les programmes de développement centralisant les enjeux de

femmes. C'est l'idée, décrite par Prügl, de faire fonctionner le marché pour les femmes et ultimement simplifier et amplifier leur participation au système (2017, 18).

Aussi, la UFGE adresse des enjeux traditionnellement placés dans la sphère privée, comme les relations conjugales, pour trouver de meilleures conditions à la participation économique des femmes. Elle désire identifier les obstacles à cette participation, comme les rôles de genre, la famille ou le manque d'opportunités, pour que les femmes deviennent des agentes du marché pleinement réalisées (Groupe de la Banque mondiale 2015, 24; UFGE 2013, 18; 2014, 11; 2015, 9; 2016, 22). L'objectif est de réformer les institutions organisant le genre, comme la famille, pour permettre au marché de fonctionner plus efficacement avec la pleine participation des femmes. Cette visée réformatrice s'harmonise avec l'agenda néolibéral et préserve certaines lignes discursives au lieu de les contester. Le processus de dépolitisation, principalement les dimensions de l'importance économique et de la préservation du marché, est donc encore observable dans le discours.

2.1.1 La quantification et maximisation des programmes d'*empowerment*

Cette idée d'efficacité est liée aux besoins de quantifier les effets des programmes de la UFGE pour s'assurer que les retombées soient maximisées et que les investissements apportent le plus de changement possible pour l'*empowerment* des femmes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 11); (2013, 12; 2015, 27; 2017, 33). La UFGE parle fréquemment de mesurer le rôle du capital social (2013, 37), de mesurer l'agentivité des femmes (2014, 10), de récolter des mesures psychométriques pour voir si un projet augmente l'auto-efficacité et les aspirations des femmes du Sud global (2015, 15) ou de mesurer les impacts des programmes (UFGE 2018, 20). La UFGE mobilise un langage où il est possible de quantifier des concepts comme l'*empowerment* et

l'agentivité puis d'en retirer une marche à suivre standardisée. Elle démontre une compréhension technocratique de l'*empowerment* et des questions de genre en partant de la prémisse que ce sont des processus qui peuvent être quantifiés et mesurés.

En effet, la UFGE positionne le calcul économique des coûts comme la pierre angulaire des interventions sur l'*empowerment* des femmes. Dans le document de 2021, la UFGE dit « *quantifying the extent and costs of gender gaps was an important first step to mobilize action* » (2021, 21). L'idée de quantification est répétée dans les documents de la UFGE, surtout dans la description des programmes, et ici elle mentionne que c'est même la première étape à la mobilisation. Par exemple, la UFGE dit aussi: « *identify innovative ways of disbursing cash grants so as to maximize their impact on the profits and growth of female-owned businesses* » (2015, 27); « *measure effect of contracting with women on labor inputs and productivity, household welfare, women's empowerment, marital harmony, contract success, and corporate welfare* » (2017, 35); « *it uses impact evaluations to identify effective tools for measuring agency and to increase existing evidence on the role of agency in gender equality* » (2014, 13). Dans ces citations, il y a une utilisation marquée de termes liés à la productivité, à l'efficacité, à la maximisation et de mesurabilité, tous des marqueurs du processus de dépolitisation. L'*empowerment* et les enjeux d'inégalité de genre sont présentés exclusivement à travers le prisme économique. Il n'y a pas de discussion autour des obstacles systémiques ou des causes politiques de ces enjeux.

La nécessité répétée de quantifier et de maximiser les résultats est aussi liée au besoin de savoir quel investissement est plus rentable et offre les meilleurs résultats pour ainsi prioriser les solutions les plus efficaces (UFGE 2014, 3; 2015, 27; 2019, 10). En effet, pour justifier l'investissement et l'existence des programmes de développement, la UFGE désire « *booster* » les résultats pour rentabiliser les investissements (UFGE 2019, 27). Ainsi, on peut lire des énoncés de la UFGE

comme: « *condensing the training timetable to maximize impact and cost-effectiveness* » (2013, 19) ou « *identify innovative ways of disbursing cash grants to maximize effect on profits and growth of female-owned businesses* » (2017, 34). La logique d'efficacité économique est mobilisée dans les méthodes d'élaboration des programmes de la UFGE par la centralité de concepts économiques, comme le rendement et la maximisation de résultats mesurables.

L'idée de quantification est reliée à la nécessité de savoir ce qui fonctionne le plus efficacement pour maximiser les retombées des investissements financiers dans les programmes de la UFGE et pour sélectionner les processus à reproduire. Le désir est de comprendre ce qui fonctionne, en mesurant avec des critères établis par les expert-e-s de la Banque mondiale, pour formuler une marche à suivre qui garantit un succès. Pour cela, la UFGE élabore entre autres des mesures sur l'*empowerment* des femmes, leur agentivité et les inégalités de genre pour déterminer les impacts des programmes déployés. Cet organe tombe alors dans une logique économique de quantification et de maximisation où les coûts économiques sont aussi importants à considérer que les impacts sociaux et culturels et que les concepts sociaux politiques sont intégrés dans la rationalité économique néolibérale (Griffin 2009, 71).

2.1.2 La recherche de répliquabilité pour la mise sur pied d'interventions

La UFGE calcule l'efficacité des programmes d'*empowerment*, entre autres, par leur potentiel de répliquabilité à travers divers contextes (2013, 15; 2015, 26). Cette idée est exprimée avec les termes répliquable, « *scalable* » ou à travers le concept de « ce qui fonctionne » (« *what works* ») (Groupe de la Banque mondiale 2015, 36; UFGE 2014, 13; 2015, 2; 2016, 2; 2022, 20). La notion de répliquabilité est exprimée dans son discours de diverses manières, par exemple: « *these employ impact evaluations to generate rigorous evidence on what works (and what does not) to promote*

gender equality » (2014, 13); « *these activities are positioned to improve the lives of women with evidence based solutions to reduce constraints, to spur economic participation and agency* » (2015, 4); « *grant will test models to see what works to increase women's participation in digital employment [...]* » (2017, 19) et « *UFGE evidence illustrates what holds women back from participating fully in the labor force and what works to achieve higher earnings and improved job opportunities* » (2022, 20). Ces citations démontrent l'attention portée par la UFGE à l'accumulation de données sur les meilleures méthodes pour favoriser l'*empowerment* des femmes, en présentant des modèles ou des solutions basées sur des preuves objectives qui offriraient des solutions prévisibles et quantifiables sur la participation des femmes au marché du travail. Ainsi, il y a un besoin exprimé répétitivement de prévoir ce qui fonctionne pour favoriser l'*empowerment* sans se tromper. Un des objectifs nommés et répétés de la UFGE est aussi de trouver des données et preuves sur les manières de favoriser l'égalité de genre, contrer les disparités de genre (2014, 2) ainsi que promouvoir la pleine participation des femmes au travail productif (2022, 20), ce qui est relié à l'efficacité des programmes de développement et à la maximisation de leurs retombées.

De plus, la notion de répliquabilité insinue qu'une stratégie d'intervention qui a bien fonctionné, selon les critères de la UFGE, peut être exportée avec une confiance que les résultats seront similaires. L'idée de répliquabilité qui accompagne le besoin d'efficacité représente une forme d'universalisation des femmes. La UFGE dit qu'il y a des divergences importantes entre les régions et pays, ce qui nécessite une analyse spécifique au contexte (Groupe de la Banque mondiale 2015, 36), mais elle traite l'*empowerment* comme un enjeu similaire avec des solutions communes. Dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale parle de l'enjeu d'agentivité et d'*empowerment* comme étant des enjeux globaux avec des expressions spécifiques (Groupe de la Banque mondiale 2015, 18). Ce groupe de la Banque mondiale met de l'avant la mise en place de

grands projets globaux avec des variations substantielles selon le pays (Groupe de la Banque mondiale 2015, 62). Il est réitéré à plusieurs reprises dans la stratégie de genre qu'il y a un besoin de solutions hétérogènes, tout en exprimant les efforts pour identifier des défis communs et des solutions pouvant fonctionner dans divers contextes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 18; UFGE 2017, 5). La UFGE parle, dans le document de 2014, du projet politique que représente l'*empowerment* et qui nécessite une analyse propre à chaque pays pour comprendre les causes sous-jacentes des disparités de genre (2014, 2). Pourtant, l'idée de « *what works* », ou de répliquabilité, et de quantification des programmes pour identifier les bonnes solutions va à l'encontre de l'idée que chaque contexte diffère en raison de la recherche d'expressions universelles et communes.

Pour couper les coûts et maximiser les rendements, l'objectif de la UFGE est de trouver ce qui fonctionne pour le répliquer selon une logique néolibérale d'universalité relative. Dans cette idée, cet organe de la Banque mondiale utilise souvent des expressions comme « *common challenges and solutions* » (UFGE 2016, 28), ce qui homogénéise et universalise les expériences des femmes. En effet, alors que la UFGE et la stratégie de genre reconnaissent l'existence de différences régionales, le marché et ses processus sont considérés comme neutres, et part du postulat que les mêmes processus auront les mêmes conséquences dans divers contextes. La quête de la UFGE de solutions communes démontre une croyance sous-jacente que l'*empowerment* des femmes, bien que limité par des contextes différents, émane sensiblement des mêmes solutions réformistes. C'est aussi un discours qui colonise les compréhensions d'*empowerment* et d'émancipation en constituant un groupe cohérent et homogène des femmes du Sud global (Mohanty, Russo et Torres 1991, 53). Les tendances discursives néolibérales d'universalisation et d'homogénéisation guident de manière non-négligeable la mise sur pied des programmes d'*empowerment* de la UFGE.

2.2 « *Good business* » : La rentabilisation de l'*empowerment* des femmes du Sud global

À plusieurs reprises dans les documents de la UFGE, cet organe évoque l'*empowerment* des femmes comme étant une opportunité d'investissement pour accomplir de multiples objectifs de développement de la Banque mondiale, comme démontré plus haut. Outre l'instrumentalisation de l'*empowerment* comme stratégie de développement, la UFGE justifie l'importance de ces programmes avec un raisonnement purement économique.

La notion de « *smart economics* », critiquée par la littérature féministe (Chant et Sweetman 2012; Gerard 2019, 1024; Prügl 2015, 618), n'est nommée explicitement qu'à quelques reprises dans les documents du Groupe de la Banque mondiale et de la UFGE (Groupe de la Banque mondiale 2015, 26; UFGE 2021, 45). Lorsque cette idée n'est pas nommée, ces organes de la Banque mondiale y font référence avec des termes ou idées connexes tels que « *makes business sense* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 6), « *smart development policy* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 6), « *gender-smart solutions* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 41), « *gender-smart interventions* » (UFGE 2016, 39; 2018, 66) et « *gender-smart practices* » (UFGE 2017, 26). En effet, la UFGE alterne l'idée de « *smart economics* » avec la notion de « *gender-smart solutions* » pour identifier des interventions qui doivent être bénéfique pour l'économie ainsi que des résultats mesurables et évolutifs (2015, 29; 2016, 1; 2017, 14; 2019, 30). Les solutions « *gender-smart* » sont définies comme étant des solutions qui atteignent les objectifs globaux d'une intervention en amoindrissant tous écarts genrés jugés pertinents au développement (Groupe de la Banque mondiale 2015, 6). Les solutions « *gender-smart* » font donc référence à des interventions qui réduisent les écarts genrés tout en accomplissant d'autres objectifs de développement. En effet, comme mentionné plus haut, le Groupe de la Banque mondiale identifie que « *gender equality is smart development policy* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 21), réitérant le concept de

solution « *gender-smart* » et de l'utilité de l'*empowerment* des femmes pour le développement. Ainsi, alors que le langage utilisé a évolué et que de nouveaux secteurs d'interventions sont apparus, le discours tourne encore autour de l'accès au marché du travail et l'augmentation des capacités individuelles des femmes. La UFGE utilise alors des termes différents pour exprimer la même idée, maintenant les processus de néolibéralisation.

La UFGE lie l'*empowerment* à l'économie à travers ce genre de discours « *closing economic gaps between women and men is central to the Sustainable Development Goals* » (2019, 6) et « *this approach is firmly rooted in the evidence that gender equality is both the right development objective and smart economics* » (UFGE 2021, 45). Le Groupe de la Banque mondiale fait également ce lien et met la table à la vision économique du genre utilisée par la UFGE : « *ultimately, ensuring equal opportunities for women and girls is not just a global goal in itself, it is critical to the achievement of all the goals* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 10) ou « *economies are more likely to grow sustainably when men and women fully participate as employees, entrepreneurs, consumers, caregivers, community stakeholders, and leaders* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 11). La UFGE traite des enjeux, comme l'éducation, la santé ou les écarts entre les hommes et les femmes, comme du capital humain qui peut croître et générer des profits s'ils sont traités (Prügl 2017, 21).

La trame discursive des interventions « *gender-smart* » touche l'idée du développement en cascade qui est caractéristique du discours néolibéral de la Banque mondiale et de sa rationalité économique (Degavre 2011, 66; Prévost 2011, 37). L'investissement auprès des femmes est justifié par un retour financier rentable ainsi que des bénéfices pour d'autres objectifs de développement. Par exemple, dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale présente un discours du Président Jim Yong Kim de la Banque mondiale entre 2012 et 2019 où il dit: « *the benefits extend*

far beyond individual girls and women to their children and families, to their communities, to societies and economies at large » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 11). Investir dans l'*empowerment* des femmes devient un moyen pour redistribuer les bénéfices sociaux et économiques au reste de la société. La UFGE nomme leur potentiel d'être des actrices de changement, ce qui ajoute à la justification des programmes d'*empowerment* selon les bienfaits que cela pourrait représenter pour les autres (2017, 6). De plus, elle identifie les objectifs jumeaux de la Banque mondiale : réduire la pauvreté extrême et augmenter la prospérité économique à travers l'*empowerment* des femmes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 12; UFGE 2015, 6; 2016, 4). La UFGE cherche à faire d'une pierre deux coups en intervenant auprès des femmes, mais en ayant toujours les intérêts de développement et de croissance en tête. Ne pas soutenir la participation des femmes et filles représente une opportunité manquée pour le développement et la prospérité économique d'une région, argumente la UFGE (2013, 11; 2015, 1). Alors que de reconnaître les bienfaits de l'égalité des genres n'a rien de nocif en soi, c'est l'instrumentalisation de l'*empowerment* des femmes qui pose un problème (Guérin et Kumar 2011), et cette tendance instrumentaliste semble être maintenue par la UFGE.

En plus d'instrumentaliser les interventions de genre dans le développement, la UFGE instrumentalise les femmes à l'intérieur de ces programmes en justifiant leur importance par leur capacité à aider les autres (Hickel 2014). Il est mis de l'avant dans les documents de la UFGE que les femmes emploient plus de gens (2016, 51) ou que toute la famille mange plus quand les femmes ont accès à du crédit (2020, 22). Cette représentation essentialisée des femmes est une critique féministe à l'égard de la Banque mondiale, qui ne semble pas avoir été entendue (Chant 2016; Cornwall et Rivas 2015). La UFGE parle de l'importance de la prospérité (2014, 2), de l'accès au marché (2017, 32) et de réaliser son potentiel économique (Groupe de la Banque mondiale 2015,

11) pour augmenter l'*empowerment* des femmes. La notion de potentiel économique individuel revient dans les documents lorsque la UFGE discute de la manière dont le soutien du plein potentiel économique des femmes aide le marché et le développement (Groupe de la Banque mondiale 2015, 11). La UFGE adopte la prémisse selon laquelle la diminution de la pauvreté extrême et la prospérité économique peuvent être soutenues si les hommes et les femmes sont en mesure de participer complètement à tous les aspects de leur vie (2014, 10). Plusieurs de ses programmes parlent de « *unleash* », qui se traduit par libérer, le potentiel des femmes dans les aspects économiques et de travail productif, comme l'entrepreneuriat (2014, 42). Ainsi, la UFGE justifie sa valorisation des enjeux des femmes dans le développement par leurs capacités à produire un profit et stimuler la croissance économique (Prügl 2017, 20).

2.3 L'individualisation des considérations sur le genre

Un des termes présents dans tous les documents de la UFGE est « *capacity-building* », toujours en lien avec les femmes et leurs capacités individuelles. L'utilisation de cette notion traduit dans ce contexte la réalisation de son propre potentiel au sein du système capitaliste où les femmes doivent développer des habiletés et des capacités pour atteindre les mêmes opportunités que les hommes (UFGE 2014, 10; 2015, 1; 2016, 28). L'expansion des capacités individuelles des femmes est priorisée au nom de leur insertion dans le marché au même titre que les hommes en identifiant cela comme de l'*empowerment*. Dans le premier document de la UFGE, il y a une section « *capacity-building* » où différents événements qui ont eu lieu dans la dernière année sous cette thématique sont discutés (2013, 29). Il y a une grande importance portée aux manières d'augmenter les ressources et les habiletés individuelles des femmes pour supporter leur *empowerment*. Cet organe utilise un discours individuel sur les capacités des femmes qui souligne l'augmentation de leurs capacités à intégrer le système économique et politique, représentant le maintien du processus

de dépolitisation. L'objectif de cette stratégie est d'augmenter les ressources et les capacités des femmes pour qu'elles s'émancipent, ce qui les responsabilisent au lieu d'adresser le contexte politique, culturel et social des inégalités de genre.

Digne de mention, sans représenter un point central du discours, la UFGE parle de quelques programmes où les comportements sociaux et les normes de genre ont été pris en compte de manière structurelle, ce qui ressemble à un recul du processus de dépolitisation. L'idée d'inégalités structurelles est mentionnée dans certains documents, mais jamais plus d'une fois, sauf dans le document de 2020 où cette notion est utilisée deux fois pour décrire le même programme (2013; 2019; 2020; 2021). La première mention de l'aspect systémique des inégalités de genre se présente dans le document de 2018 où la UFGE discute des engagements de la Banque mondiale envers les enjeux d'inégalités de genre. Il y est mentionné que l'égalité de genre est un défi compliqué et de long terme qui nécessite de l'investissement et des mesures adressant les inégalités structurelles et les normes adverses. Dans les autres documents, la UFGE parle de structuralité en lien avec des programmes ou des études menées. Par exemple, dans le document de 2019, elle parle brièvement de la situation spécifique en Haïti par rapport aux obstacles structurels aux soins de santé. Dans le reste des documents, ce point est discuté dans le but de présenter le programme d'étude sur les barrières légales à l'accès au travail. La UFGE mentionne aussi le mot ou l'idée de structure en lien avec les normes de genre ainsi que les comportements sociaux. Par exemple: « *Behavioral diagnostic found that in addition to structural barriers and the inadequate quality of care services, behavioral biases and perceptions deter pregnant women from seeking medical care because they expect to be received poorly at clinics and hospitals* » (UFGE 2020, 55). Aussi, l'idée de « *underlying barriers* », nommée 56 fois dans tous les documents de la UFGE, est présente dans différentes formulations: « *underlying norms and identities have often proved resistant to change*

» (Groupe de la Banque mondiale 2015, 21); « *Emphasis is placed on the underlying causes of gender inequality that persist even in the presence of economic growth* » (UFGE 2013, 18); « *In 2020, analytical deep dives on the multiple underlying barriers women face in taking jobs, and better ones* » (UFGE 2020, 26); « *long-standing, deeply entrenched, gender norms* » (UFGE 2022, 12).

Ici les barrières structurelles sont introduites comme entraînant une conséquence spécifique et claire, ce qui représente un pas vers l'avant. Malgré ces mentions, il n'y a pas de discussion ou d'inclusion plus large sur les inégalités structurelles. Les normes structurelles sont présentées de manière monolithique où elles semblent posséder les mêmes conséquences pour toutes les femmes et les hommes, ce qui perpétue les représentations homogénéisantes des femmes. Ainsi, il y a une inclusion d'éléments discursifs qui manifestent une progression, mais ces éléments sont généralement utilisés comme des synonymes d'anciennes notions néolibéralisées et critiquées.

2.4 Agentivité, nouveau *buzzword* ?

Dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale identifie l'agentivité comme la troisième grande priorité de la stratégie de genre (Groupe de la Banque mondiale 2015, 79). La UFGE définit l'agentivité comme: « *the capacity to make decisions about one's own life and act on them to achieve a desired outcome* » (2014, 9). Alors que cet organe de la Banque mondiale reconnaît les contextes spécifiques de l'agentivité dans sa stratégie, il mentionne rapidement ses expressions communes et globales : la liberté contre la violence genrée, la capacité de faire entendre sa voix et une influence dans la société et l'habileté d'exercer un contrôle sur des décisions comme le mariage, l'activité sexuelle et leur reproduction (Groupe de la Banque mondiale 2015, 18). L'inclusion de l'agentivité dans le discours de la UFGE permet d'ouvrir la porte à des sujets

préalablement délaissés par les conceptualisations initiales de l'*empowerment* fondées sur une vision exclusivement économique, comme la violence genrée (Prügl 2017, 24). Cette progression insuffle un espoir que les processus de néolibéralisation permettent malgré tout une inclusion des notions féministes dans les programmes d'*empowerment*.

Le Groupe de la Banque mondiale et la UFGE considèrent l'agentivité des femmes dans leur société et leur foyer comme étant une clé essentielle à l'égalité de genre, ce qui justifie pourquoi ces organes de la Banque mondiale centralisent l'agentivité et la voix des femmes comme un moyen d'atteindre de meilleurs objectifs de développement et des résultats maximisés (UFGE 2014, 13). Le Groupe de la Banque mondiale mentionne que les ministères de la Finance des pays investisseurs, comme le Canada, l'Australie ou les États-Unis, expriment un intérêt grandissant envers l'identification des manières efficaces de promouvoir des politiques, outils et réformes économiques qui réduisent les écarts hommes/femmes et qui donnent des opportunités pour améliorer l'agentivité des femmes (2015, 73). Le langage utilisé pour discuter de l'agentivité tourne autour de quantification, de mesures et de maximisation, comme : « *impact evaluations in Ecuador and Haiti include psychometric measurements to see if the projects increase grit, self-efficacy, confidence, and aspirations—all facets of agency* » (UFGE 2014, 15). Ainsi, la UFGE vise l'amplification des capacités individuelles des femmes comme promesse de leur autonomisation, ce qui réfère au processus de dépolitisation.

Toutefois, les documents de la UFGE abordent les considérations sur l'agentivité selon la perspective de devoir donner quelque chose aux femmes ou d'amplifier leurs capacités. En effet, le discours entourant l'agentivité dans les programmes de développement et d'*empowerment*, s'appuie sur une vision dépolitisée de l'agentivité où c'est la responsabilité de la Banque mondiale de l'amplifier à travers leurs interventions, ce qui ne centralise pas le pouvoir des femmes. Ainsi,

le langage comprend ces locutions : donner quelque chose aux femmes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 26; UFGE 2013, 18); d'augmenter leur agentivité (Groupe de la Banque mondiale 2015, 73) ou d'enlever des barrières (UFGE 2013, 11; 2016, 7; 2021, 21). Le Groupe de la Banque mondiale identifie la nécessité de solidifier la résilience des femmes pour les aider : « *this would contribute to building the resilience of women, their households, and communities* » (2015, 40). Ainsi, la UFGE se positionne comme une institution étant en mesure d'offrir une agentivité aux femmes du Sud global. Il n'est pas explicitement dit que les pays du Sud global ont besoin d'aide, mais la UFGE utilise un langage où elle se positionne comme une institution offrant son assistance à des personnes dépourvues de ressources. À travers son discours, elle homogénéise les femmes comme étant un groupe plus ou moins homogène et universel qui nécessite de l'aide en raison de leur dépossession quasi complète de pouvoir (Mohanty, Russo et Torres 1991).

2.5 Conclusion

Dans ce chapitre, la thématique de l'efficacité et de la rationalité économique a été détaillée au travers de différentes notions observées dans le discours de la UFGE. L'analyse a révélé que les tendances d'amalgamer l'*empowerment* et les inégalités de genre à l'économie sont encore présentes, bien qu'elles s'affichent autrement. À travers les notions d'individualisation, de maximisation et d'efficacité, les processus de dépolitisation, d'universalisation et d'essentialisation ont principalement été observés. Ces processus n'ont pas empêché l'inclusion de nouvelles notions féministes, mais l'utilisation de termes équivalents présuppose que cette inclusion demeure plutôt superficielle. Par exemple, l'utilisation de « *gender-smart* » au lieu de « *smart economics* » ne remet pas en question le discours, mais seulement son vocabulaire. Dans le prochain chapitre, la thématique de la culture et des normes sera analysée. Celle-ci nouvellement présente dans le discours de la Banque mondiale, détient une grande visibilité à travers les documents étudiés. Les

cinq processus de néolibéralisation continueront d'être observés à travers la présentation de cette thématique mise de l'avant dans les documents de la UFGE.

CHAPITRE III CULTURE, MODERNITÉ ET NORMES

Un nouvel élément observable dans le discours est la place de la culture et des normes de genre dans les enjeux d'*empowerment* et de développement, établi d'abord dans la stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale, puis dans les documents de la UFGE. La UFGE passe une partie non négligeable de ses documents de 2012 à 2022 à discuter de l'impact des normes sociales et culturelles sur les femmes, leurs opportunités et leur *empowerment*. L'inclusion de la dimension sociale et culturelle dans le discours représente une évolution dans la conceptualisation de l'*empowerment* par son dépassement de l'économie et par son inclusion des causes sociales des inégalités de genre.

Le Groupe de la Banque mondiale souligne explicitement que les identités et normes de genre se sont avérées résistantes au changement malgré les interventions des programmes d'*empowerment* de la Banque mondiale (2015, 20). Cette inclusion de l'aspect social et culturel des normes de genre dans le discours permet de considérer les conséquences des croyances entourant les rôles genrés et les normes qui limitent les femmes dans leurs choix et opportunités (Groupe de la Banque mondiale 2015, 21). La stratégie de genre discute de la manière dont les normes de genre et stéréotypes limitent différemment les opportunités des femmes et des hommes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 15). Aussi, la UFGE place les responsabilités des inégalités de genre en partie sur l'aspect collectif et normatif des croyances sur le genre, répartissant ainsi la responsabilité des solutions entre, d'une part, la modification des normes de genre, et d'autre part les actions individuelles. Il ne s'agit donc plus simplement d'augmenter les capacités des femmes, la UFGE reconnaissant que celles-ci rencontrent des obstacles à leur pleine participation, comme les mœurs ou les croyances genrées (UFGE 2016, 22). Cette reconnaissance représente une forme

d'amointrissement du processus de dépolitisation dû à sa considération dépassant l'expérience individuelle. De plus, la stratégie de genre inclut des aspects politiques des inégalités de genre, comme le phénomène de « *backlash* » à la suite de gains juridiques et sociaux pour les femmes ou celui de la double journée de travail, lorsque les femmes travaillent tout en s'occupant des tâches domestiques (Groupe de la Banque mondiale 2015, 20). Le Groupe de la Banque mondiale mentionne que les programmes d'*empowerment* peuvent se faire aux dépens des femmes si les dimensions sociales et culturelles ne sont pas prises en compte. Ces idées sont pourtant moins présentes dans l'élaboration des études et des programmes de la UFGE où elle énonce quelquefois les changements des mœurs comme une solution sans pousser ses réflexions. Toutefois, cette inclusion discursive amorce un mouvement hors des logiques individualisantes de l'agenda néolibéral de la Banque mondiale. En incluant les dimensions sociales et culturelles, la UFGE ouvre la porte à une complexification de l'*empowerment* ainsi que des enjeux de genre, ce qui représente une modulation des indicateurs de dépolitisation, d'homogénéisation et d'essentialisation.

Malgré tout, cette insertion des dimensions sociales et culturelles dans le paysage de la rationalité économique néolibérale de la Banque mondiale ne se traduit pas par un recul de la dimension économique. Le discours de la UFGE reste fidèle à ses fondements théoriques néolibéraux en mobilisant les processus sociaux comme des rouages du projet économique de la Banque mondiale, renforçant l'image du marché comme outil d'autonomisation des femmes. La UFGE présente les réformes des institutions et des normes de genre comme nécessaires à la pleine participation des femmes au marché du travail, ce qui solidifiera leur émancipation. Ainsi, l'inclusion de l'aspect social et culturel n'a pas entraîné un recul de l'économie dans le discours, mais a plutôt ajouté de nouvelles méthodes pour assurer un marché productif prospère. La UFGE

semble avoir redéfini certaines connaissances féministes pour établir son engagement persistant envers le projet économique néolibéral dans lequel le but ultime demeure la prospérité économique (Prügl 2017).

Ce chapitre analyse l'inclusion des normes sociales et stéréotypes de genres dans le discours entourant l'*empowerment* en observant la présence des cinq processus de néolibéralisation. Les notions de normes sociales, d'interconnectivité et de modernité vont être principalement explorées selon leur interaction avec les piliers néolibéraux de la UFGE. À travers la présentation de cette thématique observée dans tous les documents de la UFGE et du Groupe de la Banque mondiale, j'argumente que les processus sociaux inclus dans le discours sont mobilisés en tant que nouveaux leviers économiques et au nom du processus de modernisation primé par les pays du Nord. Les processus d'essentialisation, d'homogénéisation et d'universalisation sont principalement observés dans cette thématique.

3.1 L'intérêt de la UFGE pour les normes et stéréotypes de genre

La UFGE discute des normes sociales de genre comme étant des obstacles à la participation économique des femmes dans différents contextes culturels et sociaux, ce qui les empêche de pleinement se réaliser et de s'émanciper (Groupe de la Banque mondiale 2015, 15; UFGE 2015, 9). La UFGE mentionne les normes de genre avec les termes suivants, généralement utilisés comme des synonymes : « *community norms* » (2013, 19), « *social norms* » (2014, 11; 2015, 8; 2017, 6; 2018, 11; 2019, 9; 2021, 19; 2022, 36), « *cultural norms* » (UFGE 2018, 11; 2019, 39; 2021, 32), « *social and cultural norms* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 80), « *gender norms* » (à chaque document), « *stereotypes and norms* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 15; UFGE 2016, 26), « *attitudes and social norms* » (UFGE 2018, 12), « *behavioral and social norms* » (UFGE 2019, 49), « *customary norms* » (UFGE 2022, 28) et « *redistributive norms* » (UFGE 2022,

53). Ainsi, le discours de la UFGE identifie répétitivement les normes sociales et culturelles comme un facteur contribuant aux inégalités de genre nécessitant des interventions.

Les stéréotypes de genre sont aussi identifiés comme des obstacles à l'éducation et aux opportunités économiques des femmes dans les documents de 2015, 2016, 2017, 2020 et la stratégie de genre. Par exemple, dans le document de 2016, la UFGE mentionne les stéréotypes de genre dans le cas d'une étude sur l'accès aux soins médicaux (2016, 7). Puis, dans le document de 2017, la UFGE dit « *the strongest barriers seem to be cultural stereotypes about the types of work women should engage in and women's responsibilities at home* » (UFGE 2017, 8). Il y a donc une reconnaissance de l'impact des normes sociales genrées et des stéréotypes culturels sur les possibilités des femmes à l'extérieur du foyer. Certains programmes étudiés par la UFGE sont orientés vers les normes culturelles et sociales et sur les méthodes disponibles pour stimuler un changement des croyances liées aux normes. Par exemple, dans le document de 2018, la UFGE parle des normes culturelles, des rôles de genre, des forces sous-jacentes et des rôles traditionnels de genre en relation au care et au foyer comme des causes aux écarts genrés sur le marché mongolien (2018, 11). La UFGE explique que les normes sociales et culturelles limitent l'agentivité des femmes, le contrôle qu'elles exercent sur leur capital, leurs opportunités de gains financiers ainsi que leur pleine participation au marché du travail (2013, 19; 2018, 38; 2019, 32; 2021, 74; 2022, 70). Ainsi, la UFGE mentionne aussi le fait de remédier aux normes et comportements qui limitent les opportunités des femmes (2016, 22).

Dans les documents de la UFGE, il y a une importance placée dans la compréhension, l'étude et la mesure de l'impact des normes de genre et sociales sur l'*empowerment* des femmes et sur le développement de la société plus largement. Plusieurs études de la UFGE démontrent aussi que les normes culturelles et les rôles de genre sur le mariage, le foyer, les choix de carrière et

l'accessibilité de services ont un impact sur le traitement des femmes et des hommes. Par exemple, le programme *Wevolve* en Inde vise l'*empowerment* des jeunes hommes et femmes pour défier les normes sociétales qui mènent aux violences genrées (Groupe de la Banque mondiale 2015, 71). La UFGE introduit les normes sociales de genre comme un obstacle à l'*empowerment* des femmes, à leurs opportunités ainsi qu'à leur possibilité d'en profiter. Le discours demeure centré sur l'expérience des femmes, comme un groupe plus ou moins homogène, sans intégrer réellement des considérations plus larges en introduisant les normes de genre. Ainsi, il y a encore des indicateurs d'homogénéisation par la présence de catégories homogènes représentant les femmes comme un groupe monolithique.

3.1.1 Processus sociaux : nouveaux leviers économiques

La UFGE éprouve une certaine difficulté à ne pas s'appuyer sur ces béquilles discursives néolibérales où l'économie est amalgamée avec l'*empowerment*. Le discours de la UFGE autour des normes sociales ne dépasse pas la logique économique de la Banque mondiale, mais tend à instrumentaliser l'aspect social et sociétal pour affecter efficacement la productivité des femmes. Par exemple, la UFGE présente un sondage sur les perceptions des femmes en Bolivie sur ce qui aide ou freine leurs capacités de profiter des opportunités, dont les normes sociales (2015, 8). La UFGE cherche à trouver les meilleures façons d'utiliser les processus sociaux pour améliorer les opportunités éducationnelles des femmes et, de fait même, leurs opportunités économiques (2016, 23). Cet organe identifie les normes sociales comme un obstacle à la parité économique des femmes (UFGE 2017, 21), renforçant l'idée que le but ultime des programmes d'*empowerment* reste la participation des femmes à l'économie. Dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale explique que la collecte de données guide les politiques vers de meilleurs investissements, une plus grande croissance économique et l'*empowerment* des femmes (2015, 65).

La stratégie de genre vise toujours l'inclusion des femmes au marché et leur libération des responsabilités familiales. Cette approche constitue une vision néolibérale des féminismes et de l'égalité des genres où les capacités, l'éducation et l'accès au marché de travail sont valorisés. La UFGE mentionne à plusieurs reprises les dimensions sociales et culturelles de l'*empowerment*, mais exclusivement en lien avec l'économie. Par exemple, dans le document de 2015, la UFGE soulève la question du besoin de promouvoir un dialogue sur les normes sociales et d'autres facteurs qui empêchent les femmes de profiter des opportunités économiques offertes (2015, 8). La même idée est exprimée dans le document de 2016 en lien avec les écarts genrés entre la participation économique des femmes et des hommes en Europe et en Asie centrale (UFGE 2016, 22). Dans le document de 2018, la UFGE parle de l'impact du traitement différentiel des hommes et des femmes sur le marché de travail en Mongolie (UFGE 2018, 11). Il s'agit d'une force sous-jacente à l'écart genré sur laquelle il serait important de se pencher pour améliorer la productivité de la région, selon la UFGE. Dernier exemple du lien établi entre processus sociaux et économie, la UFGE investit pour l'approfondissement de la littérature sur les conséquences des normes et des comportements sur l'accès à un meilleur travail (2020, 13). La question n'est pas de sous-estimer l'importance et les bénéfices de ces programmes, mais de souligner qu'ils demeurent liés à la représentation de l'*empowerment* exclusivement comme une forme d'autonomisation financière.

L'introduction des normes sociales dans le discours de la UFGE ne semble pas apporter un élargissement des considérations sur l'*empowerment*, mais plutôt une reconfiguration des attentes et de la conceptualisation des retombées avec une inclusion de la dimension sociale des inégalités. C'est une tendance déjà soulignée par certaines autrices féministes (Griffin 2009; Prügl 2015) où les projets sociaux sont associés au développement économique plutôt qu'une dimension séparée des mécanismes du marché. Ainsi, malgré une inclusion conceptuelle de considérations sociales et

culturelles, il n'y a pas un recul de la saillance de l'aspect économique. L'objectif final demeure toujours de bonifier le marché et de supporter une plus grande participation des femmes à l'économie, l'évolution étant que désormais l'aspect social et culturel est mobilisé pour y parvenir. Rankin (2001, 19) explique que le marché et ses mécanismes sont utilisés comme un moyen privilégié pour la croissance économique et l'efficacité, mais aussi pour la liberté politique et la justice sociale. L'inclusion de ces visées politiques dans la rationalité économique pourrait détenir des possibilités intéressantes pour réduire les inégalités de genre. L'association entre justice sociale et croissance économique pourrait convaincre les gouvernements et institutions d'investir dans des programmes d'*empowerment*, mais ces investissements demeurent limités par la nature complice de l'État avec les oppressions de genre. Ainsi, une alliance stratégique entre néolibéralisme et féminisme est possible, mais détient des limites importantes et apparentes selon Rankin (2001, 20).

3.2 L'interconnectivité comme garante d'intersectionnalité?

Les notions d'interconnectivité et d'analyse multisectorielle des programmes d'*empowerment* sont utilisées comme des synonymes de l'interdisciplinarité, majoritairement afin de créer un lien entre le domaine économique, social et culturel (Groupe de la Banque mondiale 2015, 12; UFGE 2021, 96; 2022, 32). Par exemple, le Groupe de la Banque mondiale mentionne la « *growing interconnectedness of development challenges* » (2015, 10) ou bien discute de la nature multidimensionnelle de l'égalité de genre qui traverse les catégories de programme et les secteurs d'intervention (2015, 23).

La UFGE parle de vulnérabilité et d'identités qui se mélangent, mais ses documents utilisent un langage homogénéisant et offrent des solutions pour les femmes comme un groupe relativement uniforme. Les seules différenciations faites au sein du groupe des femmes portent sur la vulnérabilité économique ou de statut au sein du foyer, par exemple en nommant les femmes

pauvres (Groupe de la Banque mondiale 2015, 13; UFGE 2020, 28). Toutefois, les différences intra-groupes mentionnées, principalement l'ethnicité et la capacité économique, sont généralement utilisées pour expliquer les différents obstacles au marché et non pas mobilisées pour adresser les enjeux de sexisme, racisme, classisme et capacitisme. La UFGE avance également que: « *It also allows users to compare women across age groups, over time, or across geographic locations. For example, it features over 25 indicators of women's economic autonomy* » (UFGE 2021, 31). Outre le statut économique et social, les différences d'identités chez les femmes sont généralement ignorées par les programmes de la UFGE.

Une autre indication que l'homogénéisation est encore apparente dans le discours réside dans le manque d'intersectionnalité des analyses et programmes de la UFGE. À travers les onze documents analysés, la UFGE nomme l'intersectionnalité quatre fois (voir le tableau 2 ci-dessous). La première utilisation du terme se trouve dans le document de 2016, lorsque la UFGE souligne l'accent mis sur l'intersectionnalité entre le genre et l'ethnicité dans le cadre d'un sondage sur les perceptions des nations autochtones en Amérique latine sur ces enjeux (UFGE 2016, 14). Ici, la UFGE étudie l'intersection de deux identités, le genre et la classe, comme si les différentes identités peuvent être séparées et analysées selon des intérêts de recherche. Alors que l'utilisation de ce terme féministe dans un document de la Banque mondiale mérite d'être soulignée, il demeure que son utilisation se révèle incomplète et incorrecte. La deuxième utilisation se trouve dans le document de 2021, lorsque la UFGE parle des défis et opportunités intersectionnelles pour le secteur privé et public en lien avec l'*empowerment* économique des femmes réfugiées au Machrek (UFGE 2021, 44). La troisième utilisation se situe dans le document de 2022 où cet organe de la Banque mondiale parle de son approche transformative pour l'avancement de l'égalité de genre et l'*empowerment* d'une manière intersectionnelle qui contribue à de multiples résultats de

développement (UFGE 2022, 6). La UFGE l'utilise une deuxième fois dans le même document de 2022 en parlant de programmes visant de meilleurs environnements de travail nommé « *Respectful Workplaces Study* » (UFGE 2022, 40). Ce programme est déployé au Myanmar et utilise les services de EDGE, une compagnie se spécialisant dans la certification des entreprises au sujet du genre et de l'équité intersectionnelle.

Date	Page	Citation
2016	14	Indigenous Latin America in the Twenty-First Century: The First Decade, draws on the report Bolivia: Challenges and Constraints to Gender Equality and Women's <i>Empowerment</i> which focuses specifically on the intersectionality between gender and ethnicity, based on a perception survey.
2021	44	The series seeks to facilitate knowledge sharing and discussion on intersectional challenges and opportunities for the public and private sector related to economic <i>empowerment</i> of refugee/internally displaced women in the Mashreq.
2022	6	In alignment with the WBG Gender Strategy update, the UFGE will promote a transformative approach to the advancement of gender equality and <i>empowerment</i> , in a manner that is intersectional and that contributes to multiple development outcomes.
2022	40	EDGE is the leading global assessment methodology and business certification standard for gender and intersectional equity.

Un autre élément de différenciation est l'ethnicité, mentionnée à quelques reprises comme un marqueur différentiel entre les femmes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 83; UFGE 2016, 14), en utilisant des expressions comme « minorités ethniques » ou les « femmes minoritaires » (UFGE 2019, 21). Dans son document de 2016, la UFGE identifie que les groupes minoritaires « *face*

special challenges with respect to accessing quality education and, consequently, the job market » (2016, 23). Le concept de multiplicité d'identités est encore une fois lié aux conséquences sur le marché de travail ainsi que le niveau d'éducation, le plaçant dans le paysage néolibéral de la rationalité économique. La UFGE introduit un programme dans le même document qui se penche sur la discrimination en Bolivie selon le genre et l'ethnicité (2016, 12). Encore dans le même document, la UFGE stipule investir dans l'amélioration des opportunités économiques pour les migrant-e-s, personnes déplacées et les minorités ethniques (2016, 22). En 2018, c'est un sondage qui est mis en place sur les mêmes enjeux en Bolivie (UFGE 2018, 36). Ce même programme est ensuite présenté dans les documents de 2019, 2020 et 2021. Il n'y a pas d'autres mentions d'appartenance raciale, de nationalité ou d'ethnicité dans les documents de la UFGE. De plus, même si les documents mentionnent plusieurs fois que les hommes et les femmes ne sont pas un groupe homogène, ils invisibilisent les enjeux de racisme, de diversité de genre et de capacités en énonçant à répétition des informations et programmes visant « les femmes ».

3.3 L'importance perçue de la modernité pour l'empowerment

La centralité de la modernité est omniprésente dans le discours de la UFGE. Les normes sociales et culturelles sont présentées comme un frein à la modernisation des institutions traditionnelles et de la société qui garantirait l'égalité des genres dans le discours de la UFGE. Elle positionne la culture et la tradition comme étant des obstacles à l'*empowerment* des femmes et à une plus grande égalité des genres. La UFGE met ainsi en place des projets d'accès à la modernité, comme le projet évaluant l'impact de la modernisation des sources d'eau sur les foyers urbains, et surtout, sur les femmes (UFGE 2016, 45). La UFGE mentionne également un programme d'accès à des cuisines modernes pour économiser le temps des femmes et soutenir leurs activités sur le marché et leur santé (UFGE 2021, 74; 2022, 68). Autre exemple, dans le document de 2022, il est

écrit : « *Albanian women face barriers to achieving their full potential in a still traditional, patriarchal society, especially in the rural areas* » (2022, 37). Ainsi cette transition, selon le modèle néolibéral, est constituée par un processus de libération de l'individu des contraintes des normes sociales traditionnelles qui solidifient le rôle des femmes dans la fonction de *care* et de *kinship* sans agentivité, contrairement à leur place dans une société moderne où elles font le travail de *care* par choix et amour (Hickel 2014, 1356).

Cette représentation se base sur des compréhensions occidentales de la modernité et de l'égalité, mais est dépeinte comme universelle. L'impératif est de moderniser les normes sociales et les institutions pour créer un marché équitable duquel les femmes pourront bénéficier (Prügl 2017). Par exemple, dans le document de 2020, l'étude *Laos Clean Cookstoves Initiative* analyse le lien entre l'accès à la technologie moderne de cuisine, son utilisation par les femmes, l'activité sur le marché du travail et la santé. Ce programme vise à confirmer si la modernisation des technologies a un impact positif sur la participation des femmes au marché, ce qui pourrait être pertinent pour la qualité de vie des femmes. Un aspect qui mérite d'être souligné est le lien créé et maintenu entre modernité, marché et participation des femmes à la sphère publique. Cette étude est reconduite dans les documents de 2021 et de 2022. Les normes traditionnelles sont identifiées dans le discours de la UFGE comme un obstacle à l'*empowerment* des femmes et à un marché productif équitable. Pour atteindre un marché équitable qui dépasse les inégalités de genre, la UFGE identifie la réforme des institutions ainsi que la modernisation des normes culturelles et familiales comme les solutions principales de l'*empowerment* (Prügl 2017, 26). Dans le document de 2019, la UFGE stipule que les normes sociales représentent encore un obstacle à la parité économique, réitérant l'importance de modifier les croyances traditionnelles pour atteindre la prospérité (2019, 31).

Ce discours déclenche un rapprochement entre les normes de genre, la culture et la modernité qui dépeint la culture comme un frein au progrès, à la modernité et, donc, à l'égalité des genres. Subtilement, la UFGE identifie les cultures traditionnelles comme quelque chose qui freine l'*empowerment* des femmes et l'égalité du genre en expliquant qu'il faut dépasser la culture pour atteindre de meilleures conditions de vie. La UFGE nomme des programmes qui encouragent les femmes à aller à l'encontre des attentes traditionnelles, par exemple en travaillant dans le milieu agricole et l'entrepreneuriat (2013, 15) ou en défiant les attentes sur les sujets de recherche choisis par les femmes, comme une concentration en science (2013, 32). L'idée principale semble être de dépasser les rôles et croyances traditionnelles pour encourager les femmes à défier les attentes, ce qui représente une évolution dans la conceptualisation de l'*empowerment*. Toutefois, les méthodes pour dépasser ces rôles responsabilisent les femmes en plaçant le fardeau de leur *empowerment* sur leurs épaules, ce qui reflète la notion de féminisation de la responsabilité (Chant 2008).

Ainsi, la théorie de la modernisation est introduite dans les stratégies de développement de la UFGE qui valorisent la transition d'une société traditionnelle vers une société moderne (Sarker 2006, 49). Cette théorie est ancrée dans une logique dichotomique, comme urbain/rural, moderne/traditionnel, productif/non-productif où une option est toujours plus favorable que l'autre et où les nuances sont ignorées. La pensée dichotomique reproduit une hiérarchisation raciale et une division genrée du public/privé (Wilson 2011, 316). Les traditions sont donc en opposition à la modernité qui est, elle, garante d'égalité, ce qui contribue à attacher une valeur aux cultures selon leur ouverture à l'égalité de genre. La UFGE explique ainsi que « *failure to fully unleash women's productive potential further represents a major missed opportunity with significant economic consequences for individuals, families, and economies* » (2015, 1). La UFGE explique également qu'aucune communauté ou nation ne peut réaliser son plein potentiel ou surmonter les

défis du XXI^e siècle sans la participation égale des hommes, femmes, filles et garçons (2015, 1). Le discours de la UFGE associe société traditionnelle avec société patriarcale, qui doit évoluer pour amoindrir les coûts sociaux et économiques des inégalités de genre. Ici, la UFGE dresse un lien entre l'économie et les processus sociaux, justifiant l'investissement dans les projets de modernisation par leur nécessité économique.

La théorie de la modernisation employée présuppose aussi un développement linéaire et un délaissement des normes traditionnelles pour se rapprocher de la modernité. Le discours de la UFGE identifie les familles modernes et prémodernes dans un processus d'évolution linéaire. Les familles prémodernes seraient patriarcales et traditionnelles et les femmes y sont confinées aux rôles de *care* et à la sphère domestique alors que les familles modernes seraient liées par les liens d'amour conjugal et maternel (Hickel 2014, 1360). Les familles prémodernes se caractériseraient par la limitation du rôle des femmes à la préparation de la nourriture et les tâches domestiques alors que les familles modernes mettraient plutôt de l'avant les relations d'amour et de *care* d'un point de vue de liberté moderne (Hickel 2014, 1360). La UFGE n'utilise plus un langage qui divise entre régions développées et sous-développées, mais positionne la place des femmes comme un indicateur du développement (Kapoor 2020). Les pays qui ne supportent pas l'égalité de genre subissent des coûts sur leur économie et leur développement selon un modèle néolibéral priorisant la croissance. L'utilisation d'indicateur de genre pour déterminer si une région est développée représente une forme de colonialité où le concept de modernité est produit par la Banque mondiale et construit les sujets prémodernes selon ses propres compréhensions. Le discours de la UFGE se positionne comme une institution qui peut guider des pays du Sud global à entrer dans la modernité en utilisant le potentiel économique des femmes. Le discours homogénéise les femmes comme

étant un groupe monolithique et universel qui nécessite de l'aide pour dépasser leur contexte traditionnel.

3.4 Conclusion

Dans ce chapitre, la thématique de la culture a démontré comment les processus d'essentialisation, d'homogénéisation et d'universalisation s'affichent dans le discours de la UFGE autour de la thématique des normes sociales. L'inclusion de l'aspect culturel et social des inégalités de genre et de l'*empowerment* représente un pas vers l'avant pour le discours de la UFGE puisque la Banque mondiale a historiquement ignoré ces aspects. Toutefois, la culture semble liée aux concepts de modernité et de croissance économique où la tradition doit être dépassée pour permettre l'*empowerment* des femmes. Cette représentation linéaire du développement n'inclut toujours pas des analyses intersectionnelles complexifiant la conceptualisation des femmes. Dans le prochain chapitre, il sera plutôt question du foyer et de l'introduction du concept de masculinité dans le discours de la UFGE.

CHAPITRE IV

MASCULINITÉ, IDENTITÉ DE GENRE ET SEXUALITÉ

Dans sa stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale énonce que par le passé la littérature produite par la Banque mondiale discutait des enjeux de genre comme synonyme des enjeux des femmes. La nouvelle stratégie du genre cherche à adresser les inégalités de genre socialement déterminées plutôt que de traiter le sujet comme touchant exclusivement les femmes (Groupe de la Banque mondiale 2015, 12). C'est en suivant ce raisonnement que le Groupe de la Banque mondiale identifie la masculinité comme une priorité pour la recherche sur le genre et le pilotage de programmes de développement de la Banque mondiale (2015, 70). L'introduction des notions de masculinité et de féminité veut contribuer à une conceptualisation plus fluide du genre dans le discours de la UFGE. La UFGE adresse le fait que les hommes font partie du problème et de la solution. L'inclusion des hommes dans les interventions pour l'égalité de genre est un bon pas vers l'avant pour partager ce fardeau ainsi que pour introduire une compréhension plus large des inégalités genrées.

Ce chapitre explore les notions de masculinité, de sexualité et de foyer ainsi que leur interaction avec la conceptualisation de l'*empowerment* dans le discours. Alors que l'inclusion de ces éléments représente un pas de l'avant, l'analyse démontre des limites conceptuelles qui amoindrissent l'impact de ces notions pour l'*empowerment* des femmes du Sud global. À travers l'analyse discursive de cette thématique, je démontrerai que l'hétéronormativisation des programmes de développement, une forme de dépolitisation par l'instrumentalisation de la sexualité et l'universalisation des modèles familiaux sont majoritairement présents dans les éléments abordés au sein de cette thématique.

4.1 Binarité et dichotomie dans le discours

Une des critiques des féministes queers selon la revue de la littérature produite est l'attention exclusive portée aux femmes, ce qui exclut les hommes de l'équation (Peterson 2017). Cette tendance a été modifiée dans les documents de la UFGE par l'octroi d'une place importante aux hommes dans les programmes d'*empowerment* et dans les solutions déployées. Il y a une reconnaissance accrue de la responsabilité des hommes dans les enjeux de genre et les dynamiques en découlant. Par exemple, la UFGE parle beaucoup de la masculinité en lien avec des enjeux de violence au sein de ses programmes d'*empowerment* (2021, 60) et de l'importance de l'étudier pour comprendre la violence genrée. Un de ces programmes est introduit dans le document de 2015, *MenCare+* (UFGE 2015, 23). Ce programme portant sur la violence de genre implique les hommes comme étant des acteurs de changement et veut comprendre pourquoi les hommes adoptent des comportements nuisibles, comme l'alcoolisme, le décrochage scolaire et la violence (UFGE 2017, 14). Dans la description du programme, la UFGE parle de groupes de soutien pour les hommes. Dans le document de 2017, un autre programme avec une logique de fond similaire est introduit et se nomme « *Engaging Men in Accountable Practice* » (EMAP) (UFGE 2017, 14; 2020, 64). Il s'agit de conversations de groupes entre hommes pendant seize semaines pour promouvoir l'introspection sur les thèmes de la masculinité, sur l'idée d'être un « *good man* » (UFGE 2017, 14) et la construction d'une masculinité positive (UFGE 2022, 62). La UFGE parle de ce programme comme étant une solution rentable et généralisable. C'est l'idée qu'encourager les hommes à se parler et à se livrer à une introspection pourrait apporter des changements sur la violence de genre et les rôles de genre traditionnels. Alors que l'inclusion des hommes dans les efforts d'*empowerment* est un changement positif, elle est fondée sur des représentations essentialisées de la masculinité.

En effet, malgré cette introduction du concept de masculinité, les documents de la UFGE présentent les concepts de masculinité et de féminité comme des synonymes des notions hommes et femmes et ne les séparent pas des corps féminins et masculins (Griffin 2009, 32). Ce discours renforce la logique dichotomique et binaire qui écarte des considérations plus larges des questions de genre. Les termes comme « *gender-focused* » ou « *gender-disaggregated* » sont utilisés pour identifier les enjeux spécifiques aux femmes plutôt que discuter des problématiques liées à la diversité de genre. Par exemple, « *gender-disaggregated data has been generated from existing land data to map out female ownership by country, province, and municipality* » (2014, 12) ou « *this intervention had a quota of 50 percent participation for women allowing enough statistical power to draw conclusions by gender* » (2016, 52). Dans ces citations, les termes de genre et de femmes sont utilisés de manière interchangeable sans dresser une différence. La même tendance discursive est observable avec le concept de masculinité et les hommes. La UFGE utilise ce genre de discours : « *masculinity, male identity, and male youth at risk – In many conflict-affected situations, males, particularly youth, are among the most vulnerable and are prone to engage in illicit activities of violence* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 21), « *At the same time, in many societies, men are constrained by an outdated view of masculinity that perpetuates violence and self-destructive behaviors* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 77) ou « *This is also true of the emerging endowment issues that involve more complex interventions in support of girls' education and women's health or for dealing with health-risk behaviors and negative masculinity outcomes among men and boys* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 71). La masculinité est utilisée comme une autre manière d'identifier les hommes et non pas comme un ensemble de normes dictant les comportements, l'affect et les aspirations qui s'insère dans un système de croyances plus large et pouvant affecter toutes personnes. La UFGE discute des impacts de la masculinité et de la féminité comme affectant respectivement et exclusivement les hommes et les femmes, sans

analyser les conséquences de ces constructions sociales sur les attentes sociétales dans leur globalité. Cette représentation binaire ne reconnaît pas le genre comme un spectre, et donc ni la présence de la masculinité chez les femmes ni de la féminité des hommes. En effet, la masculinité n'affecte pas exclusivement les hommes, mais représentante une autre facette du même enjeu qui dicte les attentes, aspirations, comportements et préférences de chaque individu. En associant exclusivement la masculinité aux hommes et la féminité aux femmes, la UFGE manque l'opportunité d'introduire une compréhension systémique du genre qui permettrait de cibler les causes profondes des inégalités de genre. Cette opportunité manquée réifie également les rôles de genre et renforce une compréhension dichotomique et hétéronormative du genre.

Ainsi, malgré leurs efforts d'introduire une compréhension plus sociale du genre, la UFGE utilise un langage binaire où elle considère les impacts différentiels des programmes sur les hommes et femmes. En effet, alors que le discours semble plus inclusif, il semblerait que les compréhensions sous-jacentes véhiculées par la UFGE demeurent basées sur la prémisse binaire du genre. Par exemple, la terminologie « les femmes et les hommes » est encore largement utilisée dans les documents de la UFGE pour identifier les personnes concernées par les programmes de développement. Dans le document de 2017, la UFGE explique que « *women and men, boys and girls experience conflict and fragility differently* » (2017, 6). Cet organe de la Banque mondiale positionne les hommes et les femmes en opposition dans le discours au sujet des rôles de genre, des opportunités et des expériences de vie, ce qui réifie la binarité du genre et son essentialisation (Bedford 2005, 312). Par exemple, le « *men engagement program* » cherche à discuter avec des femmes mariées sur les sujets de masculinité positive, les droits des femmes et l'égalité de genre. Alors que cette inclusion du terme de masculinité représente une tentative d'élargir les interventions de la Banque mondiale sur le genre, la binarité omniprésente amoindrit les

répercussions positives de ce type de programmes. Ainsi, le discours de la UFGE demeure généralement dichotomique en discutant soit des enjeux rencontrés par les hommes, soit de ceux rencontrés par les femmes, mais n'inclut pas une compréhension fluide du genre en visibilisant la diversité des genres. En effet, il n'y a pratiquement aucune conversation sur les personnes non-binaires ou les personnes transgenres puisque les questions d'*empowerment* sont envisagées dans un prisme de ciscentrisme. La seule mention des personnes non-binaires est dans le document de la UFGE de 2022 en parlant d'un programme d'Uber nommé « *Women Rider Preference* » où elle emploie le concept de « *intersectional equity* » (UFGE 2022, 40). Ce programme permet aux chauffeuses Uber de signifier à l'application leur préférence de recevoir des femmes comme clientes. Cette fonctionnalité a été répandue à d'autres applications similaires, comme Bolt et Didi, à travers onze pays en Afrique et en Amérique latine. De plus, cette possibilité est également offerte aux personnes non-binaires qui désirent offrir leurs services. Il s'agit de la seule fois que l'identité de genre est nommée dans tous les documents. Alors que certaines inclusions de la communauté queer sont observables dans les documents de la UFGE ainsi que des mentions de stéréotypes de genre, le genre demeure appréhendé comme étant constitué de deux éléments opposés, femme et homme, plutôt que comme un spectre. Toutes considérations hors de cette binarité et des compréhensions intersectionnelles de la féminité et de la masculinité sont exclues du discours.

4.2 Foyer : lieu primaire d'intervention pour l'*empowerment*

La UFGE réifie le foyer comme étant inscrit dans un modèle familial hétérosexuel nucléaire, sans reconnaître la pluralité des modèles familiaux. Le foyer demeure un lieu d'intervention prisé dans les programmes d'*empowerment* puisqu'il est considéré comme le lieu primaire de la discrimination et de l'exploitation des femmes, ainsi que le premier lieu de mécanisme de protection sociale (Bedford 2009, 171). La UFGE utilise le foyer comme une ressource où puiser

des données sur l'*empowerment* des femmes et pour comprendre les enjeux de genre encore présents dans différentes régions. Ainsi, il y a plusieurs sondages et études mises sur pied pour comprendre les enjeux de genre qui visent spécifiquement les foyers comme source de données (UFGE 2014, 10; 2016, 21). Par exemple, il y a plusieurs programmes qui portent sur l'augmentation de l'agentivité des femmes au sein du foyer (2013, 10) ou qui se penchent sur les rôles de genre et l'autorité décisionnelle au sein du foyer (UFGE 2014, 10).

Ainsi, le foyer est un moyen d'atteindre des objectifs d'*empowerment* et de développement de la UFGE. En considérant le foyer comme un endroit hétérosexuel, la UFGE brosse le portrait de la femme ménagère et de l'homme pourvoyeur, ce qui positionne les besoins du foyer et de la famille en opposition avec l'*empowerment* des femmes. Les femmes doivent trouver une manière de délaissier certaines de leurs responsabilités domestiques, entre autres par la responsabilisation des hommes, pour pouvoir profiter d'opportunités de travail. L'inclusion du travail invisible et des tâches ménagères comme un frein à l'*empowerment* des femmes représentent une évolution discursive pour un organe de la Banque mondiale. La féminisation de la responsabilité est un enjeu qui vient limiter les possibilités des femmes, comme souligné par Sylvia Chant (2008). La UFGE explique que les femmes ont tendance à partager davantage leurs ressources avec leurs enfants, ce qui aide au développement (2014, 35). Elle identifie aussi qu'aider les femmes revient à aider les enfants (UFGE 2014, 3) et que les femmes qui reçoivent l'argent l'utilisent davantage pour envoyer les enfants à l'école (UFGE 2020, 20). La UFGE nomme aussi à plusieurs reprises que les responsabilités de garde des enfants ne devraient pas incomber exclusivement aux femmes et que l'élaboration de la masculinité devra être modifiée pour inclure plus de travail de *care* (UFGE 2019, 27; 2020, 43; 2021, 43; 2022, 36). Un des programmes présentés par la UFGE comprend des formations de couple sur le rôle du père, des prises de décisions collaboratives et des tâches

domestiques (UFGE 2020, 11). Les interventions comprenant des formations sont fréquentes dans les programmes de la UFGE où une transformation des rôles de genre à l'intérieur des foyers est amorcée (UFGE 2020, 53; 2022, 59). À travers cette utilisation du langage, les processus d'essentialisation et d'hétéronormativisation sont les plus apparents.

Alors que l'inclusion de conversations entourant les tâches domestiques et la charge du travail invisible est un pas vers l'avant, le cadrage exclusivement hétérosexuel se révèle être un facteur limitant. En effet, la UFGE prend seulement en considération les foyers hétérosexuels et délaisse les autres modèles familiaux, ce qui invisibilise la multitude d'enjeux de genre liés à la sphère privée. Ainsi, la nécessité qui ressort du modèle hétéronormatif du foyer est d'alléger les femmes de leurs responsabilités familiales pour favoriser leur inclusion au marché productif en mobilisant davantage la participation des hommes aux tâches domestiques (Bedford 2005, 301). C'est l'idée que les femmes devraient travailler plus, et les hommes aimer mieux, pour créer des partenariats amoureux qui supportent l'autonomisation financière des femmes, ce qui nécessite une restructuration de la famille selon les critères de la Banque mondiale. Cette restructuration est présentée comme libératrice pour les hommes, car elle va à l'encontre des représentations traditionnelles de la masculinité, et pour les femmes, car elles pourront participer au marché du travail. La Banque vise des partenariats qui dépassent les relations de genre traditionnelles pour supporter l'*empowerment* des femmes et une modification des inégalités de genre (Bedford 2005, 25). La famille et le foyer sont alors liés aux impératifs économiques néolibéraux de productivité en identifiant la grande charge de travail sur les femmes et les croyances traditionnelles liées à la masculinité. La visée des programmes mis en place est de défendre la famille hétérosexuelle et de protéger la parentalité avec des réformes (Bedford 2005, 162). En réformant l'institution de la famille, toujours sous un prisme néolibéral et hétéronormatif, la UFGE vise une modification des

relations de genre qui permettent aux femmes de participer activement au marché du travail. À travers ses programmes et le langage utilisé, la UFGE identifie l'hétérosexualité comme essentielle à de bonnes pratiques économiques de productivité et de croissance ainsi que liée aux visées d'*empowerment* (Griffin 2009, 153). De plus, la UFGE ne discute pas des autres formes de famille, comme les familles monoparentales. Bien que le foyer et la famille demeurent centraux aux questions de développement et d'*empowerment*, il n'y a aucune mention d'autres modèles que de deux parents hétérosexuels. Une seule fois dans tous ces documents, la UFGE reconnaît que la conceptualisation de ses programmes ne permet pas de considérer la situation des femmes veuves (2017, 44) et même chose pour le Groupe de la Banque mondiale (2015, 39).

Cette visée hétéronormative reflète la complémentarité des genres et devient une approche relationnelle au genre plutôt qu'une approche systémique. Le couple hétérosexuel favorise donc l'*empowerment* et demeure au centre de l'efficacité du développement. La même idée est répétée dans le document de 2013 où la UFGE souligne les avantages économiques d'alléger la responsabilité du *care* sur les femmes. La UFGE identifie les rôles genrés traditionnels et culturels des femmes comme des obstacles à l'*empowerment* et à la participation économique, c'est-à-dire le *care* (Groupe de la Banque mondiale 2015, 70), la maternité (Groupe de la Banque mondiale 2015, 17; UFGE 2016) et le secteur informel (Groupe de la Banque mondiale 2015, 52; UFGE 2016, 5; 2018, 12). Le travail non rémunéré est positionné comme un des plus grands obstacles à l'amélioration des conditions de vie des femmes (UFGE 2020, 20), ce qui n'est pas faux, mais s'insère dans la rationalité économique de la Banque mondiale où la productivité économique prévaut sur tout. La UGFE discute régulièrement des retombés économiques positives liées à la participation accrue des femmes et des motivations économiques aux modifications des rôles domestiques. Le modèle du foyer hétéronormatif devient imbriqué dans la nécessité de croissance

économique néolibérale (Griffin 2009, 153). Par exemple, dans le but d'augmenter les opportunités économiques des femmes en Turquie, différentes entités collaborent avec la UFGE pour créer des politiques sur la parentalité et le travail relié à la famille (2013, 7). Elle reconnaît clairement le lien entre les enjeux de *care*, le foyer et la productivité des femmes. La UFGE parle des coûts liés à la sous-participation des femmes au marché productif et à l'économie (UFGE 2017, 9; 2019, 27; 2020, 21; 2021, 34; 2022, 36). Dans le document de 2022, la UFGE souligne que l'intégration des femmes au marché productif augmente l'efficacité de la production de chaque foyer (UFGE 2022, 52). Ce lien permet, même indirectement, de justifier l'importance de l'investissement dans l'*empowerment* des femmes ainsi que la nécessité de libérer les femmes de leurs tâches domestiques pour qu'elles aient plus de temps à investir dans le marché du travail. Ainsi les normes genrées qui confinent les femmes à la maison sont comprises comme des barrières au développement des capacités des femmes, de leur agentivité et, ultimement, de leur *empowerment*. Le positionnement discursif des rôles de genre traditionnels en opposition à l'égalité des genres s'apparente à un argument subtil, mais puissant pour une atteinte à la modernité définie par la Banque mondiale. Alors que la charge des tâches domestiques et du *care* sont en effet des conversations pertinentes aux enjeux de genre, le fait que la conversation demeure dans un contexte hétérosexuel où les rôles de genre sont essentialisés limite les analyses qui peuvent en découler. La reproduction sociale des familles hétérosexuelles et des dynamiques familiales non conflictuelles est tenue pour acquise par les économistes de la Banque mondiale, ce qui ignore les formes alternatives de foyer ainsi que les situations de foyer dirigées par des femmes (Peterson 2005, 501).

La tendance néolibérale de représenter les femmes et les hommes comme les deux seuls vecteurs de l'identité humaine qui se reproduisent mutuellement et socialement est identifiable dans le discours de la UFGE (Griffin 2009, 141). Cette binarité invisibilise les inégalités de genre

vécues par les minorités sexuelles et de genre ainsi que les expériences des personnes en dehors du contexte hétéronormatif (Weber 2016). L'*empowerment* est appréhendé principalement comme une entreprise de développement hétéronormative et binaire plus ou moins universelle. Les modèles de pensée dichotomiques – privé/public, homme/femme, hétéro/queer – réduisent les enjeux de genre à une question entre deux sexes en se basant sur la neutralité, l'abstraction et l'universalité dans le discours (Griffin 2009, 112). La UFGE utilise un langage qui visibilise le genre en termes de complémentarité où les hommes et les femmes ont des rôles différents et en rapport avec l'autre. La UFGE utilise des terminologies qui réifient la complémentarité du féminin et du masculin comme: « *Gender equality refers to how these factors determine the way in which women and men relate to each other and to the resulting differences in power between them* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 6); « *it requires engaging men and boys* » (Groupe de la Banque mondiale 2015, 7); « *This program grew out of the interest of World Bank Group clients who wanted to learn more about approaches that are inclusive of both women and men* » (UFGE 2015, 17); « *countries across the globe have made progress in closing gaps between men and women, and girls and boys, especially in health and education* » (UFGE 2018, 7) et « *many countries have made progress in closing gaps between women and men, and boys and girls, especially in the areas of health and education* » (UFGE 2019, 13).

Prügl (2017) dénonce les dangers de naturaliser les compréhensions hétéronormatives de partenariat et des représentations traditionnelles de la famille désuète d'intersectionnalité. La UFGE le nomme moins explicitement, mais la répétition de l'idée qu'aider les femmes est bon pour la société et pour la croissance économique essentialise les femmes. Avec la centralité du foyer et les responsabilités familiales des femmes, la UFGE justifie l'investissement envers les femmes avec ses bénéfices pour les autres membres de la société. Il y a donc une inclusion de

certaines critiques féministes sur l'essentialisation à travers le langage de la UFGE, mais le discours se base sur des conceptualisations essentialistes et binaires. Malgré cette amélioration et l'inclusion d'une compréhension sociale du genre, il demeure une tendance dans le discours de la UFGE à amalgamer le genre avec l'identité de femmes, ce qui n'élargit pas le spectre du genre outre le modèle homme/femme. Il s'agit d'un discours spécifique qui intègre la masculinité et la féminité dans la croissance capitaliste et le modèle de développement néolibéral (Griffin 2009, 41). Toutefois il demeure important de souligner l'évolution que représente l'inclusion des concepts de tâches domestiques et de masculinité dans le discours d'un organe de la Banque mondiale.

La UFGE nomme l'importance de construire des attentes et comportements différents pour les hommes et les femmes, mais conserve un modèle binaire et hétéronormatif. Ce discours met en relation les hommes et les femmes en définissant les inégalités comme un débalancement de pouvoir entre hommes et femmes plutôt qu'un système.

4.3 Sexualité et identité de genre

Il semble y avoir une inclusion des sexualités non hétérosexuelles dans le discours de la UFGE, mais de manière superficielle plutôt qu'une intégration dans la conceptualisation de l'*empowerment* et de l'égalité de genre, c'est-à-dire qu'il s'agit davantage d'une inclusion discursive qu'une intégration conceptuelle. Dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale mentionne l'orientation sexuelle et les identités de genre et désire voir comment cela s'insère dans le contexte de la stratégie de genre et des programmes en découlant (Groupe de la Banque mondiale 2015, 77). Pourtant, l'identité de genre n'est pas adressée comme un enjeu relié à l'*empowerment* et l'orientation sexuelle est peu mentionnée à travers les documents de la UFGE.

La UFGE mentionne la communauté LGBTQIA+ à quelques reprises dans ses documents (voir le Tableau 3 ci-dessous). En 2015, elle mentionne la mise en place d'un sondage en Serbie au sujet de l'accès à la justice pour les hommes et les femmes, les personnes en zones rurales, les femmes entrepreneures et les membres de la communauté LGBT (UFGE 2015, 5). La UFGE mentionne la présence d'enjeux spécifiques à cette communauté sans intégrer une analyse ou un accent sur cette communauté spécifique dans les programmes. Dans le document de 2016, elle décrit un programme d'interventions à l'emploi en Argentine qui révisé les outils et procédures pour rendre les programmes d'employabilité plus inclusifs des femmes et de la jeunesse LGBTI (UFGE 2016, 39). Dans les documents de 2018, 2019, 2020 et 2021, la UFGE introduit un programme similaire qui mobilise quatre bureaux à l'emploi qui ont adopté de nouvelles mesures d'inclusion pour les femmes et la communauté LGBTI en Argentine. Il y a donc une inclusion de la communauté queer aux côtés des femmes dans certains programmes qui vise surtout à amoindrir une forme de vulnérabilité identifiée (transport, emploi, accessibilité). Le concept de sexualité ne bénéficie d'une inclusion sporadique de la communauté queer que dans les enjeux d'*empowerment*.

<i>Tableau 3 - Mention de non-hétéronormativité dans les documents de la UFGE</i>		
Date	Page	Citation
2015	5	The UFGE supported an omnibus survey of the Serbian population on access to justice and focus group discussions with men and women facing particular access to justice issues, including people in rural areas, women entrepreneurs and the lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) population.
2016	39	Support Argentina's Ministry of Labor to revise tools and procedures to make Youth Employment Program more inclusive of women and LGBTI youth.
2018	36	Four municipal employment offices (MEO) adopted new inclusion measures for women and LGBTI participants, including offering childcare services on site, and/or monetary compensation for childcare.
2019	51	Four municipal employment offices (MEO) adopted new inclusion measures for women and LGBTI participants, including offering childcare services on site, and/or monetary compensation for childcare.
2020	53	Four municipal employment offices (MEO) adopted new inclusion measures for women and LGBTI participants, including offering childcare services on site, and/or monetary compensation for childcare.
2021	97	Four municipal employment offices (MEO) adopted new inclusion measures for women and LGBTI participants, including offering childcare services on site, and/or monetary compensation for childcare.

De plus, cette inclusion discursive amorcée par la UFGE ne semble pas combattre les tendances instrumentalistes néolibérales au sujet des vies de personnes LGBTQIA+ par son positionnement d'un dépassement de l'homophobie comme marqueur de modernité (Jolly 2011, 3). La sexualité et l'acceptation de l'homosexualité sont mobilisées comme un indicateur de développement et de modernité, ce qui renvoie à l'idée d'homocolonialisme ou de libéralisme queer (Kapoor 2020). Les pays occidentaux se positionnent en supériorité morale face à des pays

en développement qui n'auraient pas accédé aux mêmes standards de liberté et d'émancipation. Les politiques queer néolibérales demandent donc aux pays du Sud global de se plier aux exigences morales des pays occidentaux (Weerawardhana 2018). Le concept d'homocolonialisme est l'idée d'une hiérarchie élaborée par les pays du Nord selon l'état des droits de la communauté queer dans un pays. Ce discours place donc le Nord en position de supériorité face aux pays du Sud global selon des critères moraux élaborés par le Nord (Dossa 2007, 889). L'absence ou la présence de droits LGBTQIA+ dans une région est connectée à la prospérité économique et à un indicateur de développement qui permet d'évaluer le progrès de manière linéaire (Banerjea et Browne 2018, 171). Ceci signifie qu'un pays est considéré moderne ou avancé dans son développement s'il y a un respect suffisant des droits LGBTQIA+. Susie Jolly explique que « *the narrative of women's or LGBTI rights indicating a "civilised" Western modernity can be deployed by states to indicate they are civilised international partners by endorsing these rights* » (2023, 7). L'inclusion des droits LGBTQIA+ dans les questions de développement s'est alors aussi accompagnée d'une instrumentalisation pour prouver et justifier les relations de pouvoir Nord-Sud où le Nord est en avance sur les autres régions, représentant une forme de colonialité du discours (Weerawardhana 2018, 121). Ainsi, les questions entourant la sexualité et le genre sont utilisées pour établir et maintenir la modernité comme synonyme d'égalité, ce qui stabilise les relations de pouvoir entre les régions et institutions occidentales avec les pays du Sud global.

Cet homocolonialisme des projets d'*empowerment* visant le foyer hétérosexuel reproduit aussi une forme de hiérarchisation raciale selon les conceptions de partenariat amoureux monogame (Bedford 2009, 128). Les relations de genre et de couple sont évaluées selon des normes idéalisées et occidentales d'amour, de « *partnership* » et de monogamie. Ce positionnement de la monogamie et de l'hétérosexualité comme indicateur de modernité classifie

les modèles familiaux et relationnels selon leur valeur morale sans prendre en considération les cultures et spécificités régionales.

4.4 Conclusion

Dans ce dernier chapitre d'analyse de données, la thématique de la sexualité et de la masculinité a été étudiée. L'inclusion des hommes dans les programmes d'*empowerment* représente une avancée considérable de la part de la UFGE. Ceci contre les tendances à l'essentialisation des femmes, mais contribue à l'hétéronormativisation des programmes d'*empowerment* en visibilisant seulement le modèle homme/femme, soit le modèle hétéronormatif du foyer qui est encore grandement mobilisé dans le discours de la UFGE.

Dans la conclusion, une évaluation finale de chaque processus de néolibéralisation sera brièvement faite pour donner une vue d'ensemble des analyses que l'on peut tirer de cette étude. Puis, trois grands constats de l'analyse de discours menée dans cette recherche seront émis pour finalement conclure sur les contributions et limites de cette thèse ainsi que les ouvertures pour de futures recherches.

CONCLUSION

Les résultats de l'analyse de discours démontrent que les processus de néolibéralisation sont présents dans le discours de la UFGE sur le genre et l'*empowerment*, mais que leur articulation s'est modifiée au fil des années. Les cinq processus de néolibéralisation ne sont pas présents avec la même saillance et certains ont subtilisé leurs mécanismes, par exemple en changeant leur vocabulaire. Ainsi, les processus de dépolitisation et d'essentialisation se sont modulés de manière non-négligeable en incluant un nouveau vocabulaire et, parfois, en nommant explicitement les anciennes critiques féministes faites à leur égard. Les processus d'hétéronormativisation et d'homogénéisation sont encore saillants et ont conservé les mêmes pôles discursifs. Pour le processus d'universalisation, outre une reconnaissance explicite de ses conséquences néfastes dans la stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale, il est subtil et généralement ignoré. L'intégration variable des féminismes dans le discours de cet organe de la Banque mondiale, démontrée par l'évolution différente des processus de néolibéralisation, reflète des relations de pouvoir modulant qui peut parler et qui est écouté-e. On remarque la présence de notions féministes dans la stratégie de genre et dans les documents de la UFGE, mais en étant placées dans le paysage conceptuel néolibéral de la Banque mondiale elles y perdent leur signification. La tendance à codifier des phénomènes sociaux et culturels, comme des mécanismes économiques, est forte dans le discours de la UFGE. L'inclusion de nouveaux phénomènes qui ont été historiquement ignorés par la Banque mondiale dans les questions d'*empowerment*, comme la masculinité ou la culture, a été réalisée à travers les processus de néolibéralisation. Cette observation démontre que la néolibéralisation des féminismes peut permettre la visibilité d'enjeux autrement exclus, comme les processus sociaux et les stéréotypes, mais limite malgré tout l'inclusion de conceptualisations

féministes dans le discours. Dans la prochaine section, je détaille les conclusions que j'ai tiré pour chacun des cinq indicateurs.

5.1 Quoi retenir : l'état des processus de néolibéralisation dans le discours

L'évolution la plus marquée est l'incorporation des hommes dans les programmes d'égalité de genre ainsi qu'une plus grande considération de l'aspect social et culturel, sources de critiques féministes depuis quelques décennies. Toutefois, les considérations sur le racisme, le colonialisme et la sexualité sont peu mentionnées.

5.1.1 Essentialisation

Le processus d'essentialisation s'est modifié et est devenu plus subtil dans les documents de la UFGE, ce qui n'exclut pas cela comme étant un marqueur d'évolution discursif. Le narratif de « *trickle-down* » et la représentation des femmes comme de bonnes agentes économiques sont présents, mais tempérés par l'inclusion de l'aspect social aux inégalités de genre et par une reconnaissance observable des critiques féministes. En effet, la stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale reconnaît la valeur de l'*empowerment* des femmes comme une fin en soi et non seulement comme un moyen efficace pour le développement. Toutefois, cette reconnaissance ne se transmet pas aux programmes d'*empowerment* et les notions d'efficacité ainsi que de « *smart economics* » sont répétées à plusieurs reprises dans le discours. La UFGE amène l'argument que l'investissement envers les femmes est efficace et stratégique puisque celles-ci possèdent la responsabilité des tâches domestiques et répandent les bienfaits des programmes menés. Ainsi, il n'est plus question de dire que les femmes sont intrinsèquement plus généreuses que les hommes, mais de justifier l'investissement financier par les bienfaits potentiels pour le reste de la société. La UFGE relie l'*empowerment* des femmes à la bonification de l'économie, à l'atteinte de la

modernité et à la réduction de la pauvreté. La UFGE conserve les mêmes raisonnements économiques néolibéraux que la Banque mondiale, mais en incorporant des éléments féministes de manière plus ou moins superficielle. C'est l'idée de faire fonctionner les processus sociaux pour le marché économique. Ainsi, l'inclusion au marché et l'efficacité économique demeurent les objectifs ultimes. Toutefois, il est important de mentionner l'inclusion de nouveaux éléments qui complexifient les enjeux de genre, comme les relations de pouvoir, le rôle des hommes, le *care* et la charge domestique.

5.1.2 Homogénéisation

Malgré cet amoindrissement du processus d'essentialisation, le processus d'homogénéisation demeure présent dans les différentes thématiques abordées lors de l'analyse. Bien que les enjeux de genre soient complexifiés par l'inclusion des aspects sociaux et culturels, la représentation des femmes demeure homogénéisante. En effet, les divergences entre les femmes sont rarement mentionnées dans les documents de la UFGE ou de la stratégie de genre. Le Groupe de la Banque mondiale reconnaît quelques fois les enjeux de racisme dans la stratégie de genre, mais ceci ne se traduit pas par une inclusion dans les documents de la UFGE. Le statut économique et de classe sont les seuls critères avec lesquels la UFGE reconnaît une différence entre les femmes de manière constante, comme mentionné dans quelques documents. Autrement, les impacts des inégalités de genre ou des programmes d'*empowerment* sont largement discutés en termes d'hommes et de femmes, renforçant simultanément les processus d'hétéronormativisation et d'homogénéisation.

5.1.3 Dépolitisation

Le processus de dépolitisation est celui qui semble avoir le plus évolué dans le discours de la UFGE. L'inclusion des aspects sociaux, la mention des relations de pouvoir, la participation des

hommes dans les programmes d'*empowerment*, sont de bons exemples de la manière dont ce processus semble s'être amoindri et modifié. Malgré tout, les raisonnements économiques demeurent présents et encadrent les autres considérations politiques des inégalités de genre. En effet, l'*empowerment* des femmes est continuellement relié aux mécanismes du marché dans le discours. La UFGE semble mettre en place des éléments de discours pour subtiliser la dépolitisation des enjeux d'égalité de genre. Toutefois, pour une institution internationale et fondamentalement néolibérale, l'inclusion de nouveaux éléments, comme la masculinité ou les stéréotypes de genre, représente un avancement dans le discours et un élargissement du concept d'*empowerment*. L'inclusion d'agentivité est un bon exemple de la complexité du processus de dépolitisation dans le discours de la UFGE. En effet, l'agentivité est un concept pouvant élargir les compréhensions des inégalités de genre en contextualisant les capacités des femmes de tirer avantage des opportunités, et non pas seulement d'avoir des opportunités. Cependant, la UFGE discute de l'agentivité des femmes en mentionnant le besoin de leur donner, de l'amplifier ou de leur apprendre, ce qui va à l'encontre de la nature du concept. Ainsi, la UFGE cherche à utiliser les processus sociaux, comme l'agentivité, pour assurer que les femmes aient accès au marché et puissent pleinement participer à l'économie. Cet aspect est un bon exemple de la néolibéralisation de notions féministes où certaines notions sont incluses, mais toujours en lien avec le marché et la rationalité économique.

5.1.4 Universalisation

Le processus d'universalisation a été plus difficile à observer dû à l'absence généralisée des éléments discursifs reliés. Dans la stratégie de genre, le Groupe de la Banque mondiale reconnaît l'existence de spécificités régionales, mais considère qu'il y a des solutions et des articulations communes et universelles. Par exemple, l'accès au marché de travail demeure une solution

universelle pour l'*empowerment* des femmes. Outre cette reconnaissance dans la stratégie de genre, la UFGE ne se concentre pas particulièrement sur les différences entre régions, outre certaines instances. Par exemple, il y a plusieurs sondages dans diverses régions, ce qui démontre une inclusion des voix régionales dans l'élaboration de certains programmes d'*empowerment*. L'inclusion de discussions autour de la culture et du contexte social est donc une manière d'amoindrir le processus d'universalisation, comme lorsque la UFGE discute des obstacles sociaux auxquels les femmes font face pour saisir les opportunités du marché. Le processus d'universalisation a comme conséquence d'invisibiliser les femmes qui ne concordent pas avec l'image d'agente de changement « parfaite », ce qui est toujours observable dans le discours.

5.1.5 Hétéronormativisation

La néolibéralisation des notions féministes est encore observable dans la nouvelle stratégie de genre et dans les documents de la UFGE à travers l'hétéronormativisation, l'universalisation et l'homogénéisation des enjeux de genre principalement. Ces processus de néolibéralisation sont encore prédominants dans le discours de la UFGE malgré la mention de notions féministes. En effet, alors que les hommes sont introduits dans les considérations de l'*empowerment*, progrès qui mérite d'être souligné, les représentations de l'*empowerment* demeurent ancrées dans une vision binaire et hétéronormative des relations de genre. Ainsi, les considérations sont principalement élaborées autour d'un modèle homme/femme. Les relations privées, par exemple les rôles domestiques, sont abordées comme un obstacle à l'*empowerment*, ce qui est un avancement du discours selon certaines critiques féministes qui soulignaient les tendances de dépolitisation des programmes d'*empowerment*. Toutefois, les relations demeurent modélisées selon le couple hétéronormatif où le besoin reste que les hommes soient davantage investis dans le foyer pour libérer les femmes de leurs responsabilités domestiques. Alors que cette considération est

pertinente et peut, en effet, avoir un impact sur la participation économique des femmes, elle brosse un portrait monolithique des femmes, délaissant celles qui ne correspondent pas au modèle typique. Les femmes veuves, célibataires ou non hétérosexuelles sont invisibilisées dans les programmes d'*empowerment* de la UFGE et de la stratégie de genre.

Ce modèle des relations de couple centralise également le foyer dans les programmes d'égalité de genres et d'*empowerment*, ce qui réifie encore davantage le modèle hétéronormatif de la famille. Le processus d'hétéronormativisation est encore apparent dans le discours de la UFGE. Alors que certaines mentions marquent une évolution discursive, comme la seule mention de personnes non-binaires ou de sexualités non hétérosexuelles, le cadre analytique demeure ancré dans un modèle hétéronormatif qui stabilise les rôles de genre des hommes et des femmes. Le modèle hétéronormatif de relation de couple sert aussi à défendre l'idée selon laquelle le moyen de renforcer l'*empowerment* des femmes est, en partie, de modifier les relations privées pour qu'elles s'approchent du modèle occidental. Ainsi, l'image d'un couple amoureux, où l'homme aime mieux, est reliée au concept de modernité dans les documents de la UFGE.

5.2 Trois grands constats découlant de l'analyse

Dans cette section, je présenterai les trois grands constats découlant de l'analyse de discours et de l'étude des cinq processus de néolibéralisation : la difficulté d'opérationnaliser les connaissances sur le genre, la multiplicité de la structure de la Banque mondiale et finalement la différence fondamentale entre l'inclusion des notions féministes et leur intégration. À travers la modification, importante ou non, de discours et des notions mobilisées par la UFGE, il est possible de remarquer certaines tendances et limites de la néolibéralisation des féminismes.

5.2.1 Difficulté d'opérationnaliser les connaissances sur le genre

Une observation découlant de l'analyse de discours est la différence entre le discours général de la Banque mondiale et le langage utilisé dans les programmes d'*empowerment* de la UFGE. Par exemple, la stratégie de genre découlant du rapport phare de 2012 inclut plus d'éléments féministes que les programmes de la UFGE. Le Groupe de la Banque mondiale parle de l'importance de la multiplicité des contextes et des réalités de l'*empowerment* des femmes, de relations de pouvoir, des communautés minorisées, d'orientation sexuelle et d'intersectionnalité. Malgré tout, il y a une dilution et un certain délaissement d'éléments qui étaient proclamés essentiels dans la stratégie de genre. Par exemple, la reconnaissance des diversités de contexte national, culturel et politique est formulée dans la stratégie de genre, mais elle se dissipe à travers le langage de la UFGE. Même chose pour les considérations intersectionnelles et sur la communauté LGBTQ qui s'essouffent dans l'élaboration des programmes sur l'*empowerment*. Ainsi, malgré le fait qu'il soit possible d'observer une connaissance des enjeux féministes dans la stratégie de genre, il semble y avoir une difficulté d'opérationnaliser les connaissances féministes avec lesquelles interagissent certains organes de la Banque mondiale, dont la UFGE. Ainsi, ce n'est pas que les connaissances ne se rendent pas jusqu'aux équipes de la Banque mondiale, mais il semble y avoir une difficulté à introduire concrètement ces éléments dans les programmes d'*empowerment*. Il est vrai que la UFGE intègre des programmes visant davantage l'aspect social, mais elle continue à mettre de l'avant les capacités, la maximisation des habilités individuelles et l'intégration au marché productif. Cet écart peut être interprété comme les limites de l'opérationnalisation et les obligations de la justification des investissements découlant de la nature de la UFGE comme un fonds multidonateurs. Il semble donc subsister une tension entre les idées véhiculées dans le discours et les réalités d'opérationnalisation au sein de la Banque mondiale.

5.2.2 La multiplicité et complexité de la Banque mondiale

La difficulté d'opérationnaliser les concepts féministes met aussi en lumière la multiplicité des organes de la Banque mondiale et leur évolution indépendante. En effet, la Banque mondiale n'est pas un tout homogène ni une entité monolithique, le Groupe de la Banque mondiale étant notamment composé de cinq institutions. La Banque mondiale devrait être comprise davantage comme un ensemble de communautés de pratique (Sondarjee 2021; Barnett et Finnemore 2004). Les employé-e-s de la Banque mondiale, qui sont hautement éduqué-e-s, ne sont pas simplement des exécutant-e-s, mais peuvent aussi contester les pratiques de l'institution. Ces personnes peuvent diverger d'opinion avec les politiques et programmes de la Banque mondiale sans toujours avoir l'autorité d'exercer les changements souhaités, ce qui explique la difficulté d'opérationnaliser des connaissances que l'institution semble détenir (Moloney 2022). De plus, les différents organes ont différentes pressions externes et internes qui influencent leurs possibilités d'utiliser un langage féministe politisé. Par exemple, la UFGE a la mission d'étudier et de mettre en place des programmes d'*empowerment* alignés avec le rapport phare de 2012. Cet organe a donc des redevances financières envers les investisseurs et les autres organes de la Banque mondiale, ce qui peut expliquer l'importance marquée de l'économie dans ses interventions. La stratégie de genre du Groupe de la Banque mondiale, quant à elle, demeure plus au niveau abstrait et théorique, ce qui pourrait expliquer la liberté accrue d'inclure des notions féministes plus considérablement. Ainsi, les représentations de la Banque mondiale comme une entité uniforme décomplexifient les relations de pouvoir et d'influence qui se produisent au sein même de cette institution. En analysant le discours et les pratiques d'organes spécifiques de la Banque mondiale, il est possible de nuancer la compréhension de son agenda néolibéral sur le développement et d'apprécier les possibilités d'ouverture aux notions féministes. Comme Prügl (2015) l'explique, la rencontre entre

néolibéralisme et féminismes peut se révéler fructueuse pour les programmes d'*empowerment* malgré les limites soulignées par la littérature féministe.

5.2.3 La différence fondamentale entre inclusion et intégration

Une dernière observation tirée de cette analyse de discours est la différence fondamentale entre inclusion et intégration. Alors que la UFGE inclut certaines notions féministes dans son discours, elle n'intègre pas des compréhensions féministes dans sa conceptualisation de l'*empowerment* et des inégalités de genre. Ce qui est observable est une inclusion discursive en surface avec la mention de notions féministes ou d'aspects traditionnellement manquants des documents de la Banque mondiale. Malgré cette inclusion, une analyse de discours révèle que celle-ci reste superficielle et ne se traduit pas par une intégration des critiques féministes dans les manières de faire. Par exemple, les processus sociaux ont été introduits dans les documents de la UFGE avec des considérations sur les normes sociales et les stéréotypes. Ces processus sociaux sont toutefois considérés comme des extensions des processus économiques du marché. L'enjeu est donc toujours de faire fonctionner l'aspect social pour bonifier la productivité, ce qui reste loyal à la perspective néolibérale de la Banque mondiale. Avec une inclusion plutôt qu'une intégration, la dénaturalisation des notions féministes à travers leur néolibéralisation est inévitable puisque le langage est introduit à un système de connaissances préexistant et incontesté. Avec ce constat vient la compréhension que la Banque mondiale et ses organes demeurent incapables d'intégrer les notions féministes puisque celles-ci entrent en contradiction avec la nature même de l'institution. La nature fondamentalement économique de la Banque mondiale limite son implication dans les processus d'émancipation sociaux, culturels et politiques. Cette grande institution a été créée pour offrir du soutien économique à diverses régions et pays du Sud global. Sa raison d'être est liée à cet objectif, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne peut pas contribuer à l'*empowerment* des femmes,

mais plutôt que cette contribution sera assujettie à sa nature. Ainsi, l'enjeu pourrait être dans la représentation de la Banque mondiale comme impliquée dans des processus sociaux et politiques, alors que les bienfaits qu'elle peut offrir sont liés à son modèle de développement néolibéral. Ainsi, Prügl mentionne que la néolibéralisation des féminismes détient des bénéfices et des limites (2015), mais qu'il serait dommage de tout abandonner plutôt que de recadrer les interventions de la Banque mondiale. Les interventions de la Banque mondiale dans le Sud global contribuent à une redistribution des ressources et à une forme de justice sociale, mais elles doivent être présentées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire un support économique mais pas un projet transformateur (Sondarjee 2020). L'optique devrait être d'identifier quelles contributions les programmes de Banque mondiale peuvent avoir sur l'*empowerment* des femmes. L'inclusion de compréhension féministe présente quand même un certain potentiel pour soutenir l'autonomisation financière des femmes, qui représente un des aspects de l'*empowerment*. La problématique semble donc plutôt découler de la représentation de la Banque mondiale et de ses organes comme étant un vecteur d'émancipation.

5.3 Contribution, limites et regard vers le futur

Ce travail amorce une réflexion sur les modes de pensée véhiculés par une des institutions occidentales les plus influentes dans la coopération internationale. Comprendre les balises de son discours permet d'en reconnaître les limites et de profiter des possibilités offertes. L'argumentaire n'est donc pas que la Banque mondiale ne devrait pas avoir une vision néolibérale de la coopération et de l'*empowerment* des femmes, mais plutôt qu'elle devrait cadrer ses interventions comme étant purement économiques et ainsi reconnaître leurs limites. En reconnaissant ses limites d'intervention, il serait possible de pallier les angles morts avec des partenariats nationaux et locaux au lieu de chercher des solutions universelles qui marginalisent certaines femmes, surtout celles

qui ne sont pas blanches, hétérosexuelles et cisgenres. Les processus de néolibéralisation identifiés dans l'analyse de discours de la UFGE peuvent dénaturiser les notions féministes et ainsi invisibiliser les personnes plus marginalisées.

Enfin, il semble important de souligner les limites de cette recherche. La Banque mondiale est une très grande institution qui se constitue de plusieurs organes et organisations plus ou moins autonomes. Il est donc impossible d'énoncer que l'analyse faite ici est pleinement représentative de la Banque mondiale ou de son discours officiel. C'est plutôt une exploration des pratiques discursives observées dans un des organes de la Banque mondiale qui influent directement les programmes d'*empowerment*. Aussi, bien que ce travail désire se fonder sur le plus de critiques et courants de pensée féministes possible, il ne s'agit pas d'une vue d'ensemble exhaustive de tous les féminismes en relations internationales.

L'objectif global de ce travail est de piquer la curiosité pour inciter plus de recherches féministes en relations internationales. Cette recherche souhaite contribuer à la complexification des études féministes en relations internationales dans la littérature francophone. Les études féministes en relations internationales offrent de nombreuses pistes de réflexion qui s'éloignent des analyses traditionnelles et centralisent des réalités historiquement invisibilisées. Plutôt que de représenter les études féministes en relations internationales comme un tout monolithique qui désire discuter des enjeux de femmes, il est question de souligner et de tirer profit de la diversité et de la complexité des analyses féministes. En adoptant un cadre théorique éclectique, cette analyse de discours a pu explorer différentes notions discursives et leur interaction avec la pensée néolibérale de la UFGE. L'objectif est d'offrir une base de référence pour de futures analyses féministes en relations internationales qui tolèrent et célèbrent les différences au sein même de la littérature féministe francophone. Aussi, au regard des résultats de l'analyse de discours, il serait

intéressant de se pencher sur les différentes politiques des unités de la Banque mondiale pour cerner plus clairement les différentes conceptualisations du genre et de l'*empowerment*. La multiplicité des organes de la Banque mondiale serait intéressante à explorer pour comprendre si les processus de néolibéralisation varient considérablement selon le groupe étudié. Aussi, certains sujets qui n'ont pas pu être discutés dans cette recherche seraient pertinents à explorer, comme la présence de plus en plus notable des nations autochtones dans le discours de la Banque mondiale sur l'*empowerment*. Ainsi, plusieurs recherches devraient encore être faites pour monitorer les interactions entre le néolibéralisme de la Banque mondiale et les théories féministes afin de tirer profit des possibilités et reconnaître les limites des programmes d'*empowerment*.

BIBLIOGRAPHIE

- Angermuller, Johannes. 2014. *Poststructuralist discourse analysis: subjectivity in enunciative pragmatics*. New York: Palgrave Macmillan.
- Bacchi, Carol Lee, et Joan Eveline. 2010. *Mainstreaming politics gendering practices and feminist theory*. Adelaide: University of Adelaide Press.
- Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener. 2014. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. La Découverte. Poche / Sciences humaines et sociales. La Plaine Saint-Denis.
- Baines, Donna. 2010. « Gender Mainstreaming in a Development Project: Intersectionality in a Post-Colonial Un-doing? » *Gender, work, and organization* 17 (2): 119-49. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0432.2009.00454.x>.
- Banerjea, Niharika, et Kath Browne. 2018. « Liveable lives: A transnational queer-feminist reflection on sexuality, development and governance ». Dans Corinne L. Mason, éd., *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, 1^{re} éd., 169-79. Londres: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315529530-11>.
- Barad, Karen. 2003. « Posthumanist Performativity: Toward an Understanding of How Matter Comes to Matter ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 28 (3): 801-31. <https://doi.org/10.1086/345321>.
- Barnett, Michael, et Martha Finnemore. 2004. « The power of liberal international organizations ». Dans Micheal Barnett et Raymond Duvall, éd., *Power in Global Governance*:161-84. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511491207.007>.
- Batliwala, Srilatha. 1993. *Empowerment of women in South Asia: concepts and practices*. New Delhi: FFHC/AD Programme Officer, FAO.
- Bedford, Kate. 2005. « Loving To Straighten Out Development: Sexuality and Ethnodevelopment in The World Bank's Ecuadorian Lending ». *Feminist legal studies* 13 (3): 295-322. <https://doi.org/10.1007/s10691-005-9005-7>.
- . 2007. « The Imperative of Male Inclusion: How Institutional Context Influences World Bank Gender Policy ». *International feminist journal of politics* 9 (3): 289-311. <https://doi.org/10.1080/14616740701438200>.
- . 2009. *Developing Partnerships: Gender, Sexuality, and the Reformed World Bank*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Benería, Lourdes. 2012. « The World Bank and gender inequality ». *Global social policy* 12 (2): 175-78. <https://doi.org/10.1177/1468018112443673a>.

- Bergeron, Suzanne. 2003. « The post-Washington consensus and economic representations of women in development at the World Bank ». *International feminist journal of politics* 5 (3): 397-419. <https://doi.org/10.1080/1461674032000122759>.
- Berlant, Lauren, et Michael Warner. 1998. « Sex in Public ». *Critical Inquiry* 24 (2): 547-66.
- Bilge, Sirma. 2019. « Quand le développement international interpelle l'intersectionnalité ». Dans Isabelle Guérin, éd., *Genre, féminismes et développement*, 39-54. Ottawa: University of Ottawa Press. <https://doi.org/10.1515/9782760328266-005>.
- Buvinić, Mayra, et Rebecca Furst-Nichols. 2016. « Promoting Women's Economic Empowerment: What Works? » *The World Bank Research Observer* 31 (1): 59-101. <https://doi.org/10.1093/wbro/lku013>.
- Calvès, Anne-Emmanuèle. 2014. « 17. L'empowerment des femmes dans les politiques de développement : Histoire d'une institutionnalisation controversée ». *Regards croisés sur l'économie* 15 (2): 306-21. <https://doi.org/10.3917/rce.015.0306>.
- Catalano, Theresa., et Linda R. Waugh. 2020. *Critical discourse analysis, critical discourse studies and beyond*. Cham, Switzerland: Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-49379-0>.
- Chant, Sylvia. 2008. « The “Feminisation of Poverty” and the “Feminisation” of Anti-Poverty Programmes: Room for Revision? » *The Journal of development studies* 44 (2): 165-97. <https://doi.org/10.1080/00220380701789810>.
- . 2012. « The disappearing of ‘smart economics’? The World Development Report 2012 on Gender Equality: Some concerns about the preparatory process and the prospects for paradigm change ». *Global Social Policy* 12 (2): 198-218. <https://doi.org/10.1177/1468018112443674>.
- . 2016. « Women, girls, and world poverty: empowerment, equality or essentialism? » *International Development Planning Review* 38 (1): 1-24. <https://doi.org/10.3828/idpr.2016.1>.
- Chant, Sylvia, et Caroline Sweetman. 2012. « Fixing women or fixing the world? ‘Smart economics’, efficiency approaches, and gender equality in development ». *Gender & Development* 20 (3): 517-29. <https://doi.org/10.1080/13552074.2012.731812>.
- Fred Chernoff, Jérémie Cornut, et Patrick James. 2020. « Analytic eclecticism and International Relations: Promises and pitfalls ». *International journal (Toronto)* 75 (3): 383-91. <https://doi.org/10.1177/0020702020959250>.
- Sumi Cho, Kimberlé Williams Crenshaw, et Leslie McCall. 2013. « Toward a Field of Intersectionality Studies: Theory, Applications, and Praxis ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 38 (4): 785-810. <https://doi.org/10.1086/669608>.
- Chung, Ryoa. 2017. « Penser les relations internationales d'un point de vue féministe ». *Philosophiques* 44 (1): 131-38. <https://doi.org/10.7202/1040334ar>.

- Cornut, Jérémie. 2015. « Analytic Eclecticism in Practice: A Method for Combining International Relations Theories ». *International studies perspectives* 16 (1): 50-66. <https://doi.org/10.1111/insp.12072>.
- Cornwall, Andrea. 2016. « Women's Empowerment: What Works? » *Journal of international relations and development* 28 (3): 342-59. <https://doi.org/10.1002/jid.3210>.
- Cornwall, Andrea, et Althea-Maria Rivas. 2015. « From 'gender equality and 'women's empowerment' to global justice: reclaiming a transformative agenda for gender and development ». *Third World Quarterly* 36 (2): 396-415. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1013341>.
- Crenshaw, Kimberle W. 2013. « Close encounters of three kinds: on teaching dominance feminism and intersectionality ». *Tulsa law review* 46 (1): 151-89.
- D'Aoust, Anne-Marie, et David Grondin. 2015. « Repenser la politique disciplinaire des Relations internationales : pour une pédagogie indisciplinée des RI ». *Études internationales* 46 (4): 405-42. <https://doi.org/10.7202/1037278ar>.
- Datta, Rekha. 2003. « From Development to Empowerment: The Self-Employed Women's Association in India ». *International Journal of Politics, Culture, and Society* 16 (3): 351-68.
- Degavre, Florence. 2011. « La pensée "femmes et développement". Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud ». Dans Isabelle Guérin éd., *Femmes, économie et développement*, 63-84. Sociologie économique. Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0063>.
- Dossa, Shiraz. 2007. « Slicing up "development": Colonialism, political theory, ethics ». *Third world quarterly* 28 (5): 887-99. <https://doi.org/10.1080/01436590701371595>.
- Drucker, Peter. 2009. « Changing families and communities: an LGBT contribution to an alternative development path ». *Development in practice* 19 (7): 825-36. <https://doi.org/10.1080/09614520903122121>.
- Ferguson, James. 2010. « The Uses of Neoliberalism ». *Antipode* 41 (1): 166-84. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2009.00721.x>.
- Ferguson, Lucy Rau, et Sophie Harman. 2015. « Gender and Infrastructure in the World Bank ». *New Institutional Economics eJournal* 33 (5): 653-71. <https://doi.org/10.1111/dpr.12128>.
- Gerard, Kelly. 2019. « Rationalizing 'gender-wash': empowerment, efficiency and knowledge construction ». *Review of International Political Economy* 26 (5): 1022-42. <https://doi.org/10.1080/09692290.2019.1625423>.
- Gore, Ellie. 2022. « Understanding Queer Oppression and Resistance in the Global Economy: Towards a Theoretical Framework for Political Economy ». *New political economy* 27 (2): 296-311. <https://doi.org/10.1080/13563467.2021.1952558>.

- Gosine, Andil. 2010. « The World Bank's GLOBE: Queers in/queering development ». Dans Corinne L Mason, éd., *Development, sexual rights and global governance*, 67-85. 29.
- Griffin, Penny. 2009. *Gendering the World Bank: neoliberalism and the gendered foundations of global governance*. Palgrave Macmillan. Basingstoke.
- Groupe de la Banque mondiale. 2015. « World Bank Group gender strategy (FY16-23): gender equality, poverty reduction and inclusive growth (English) ». Washington, D.C. <http://documents.worldbank.org/curated/en/820851467992505410/World-Bank-Group-gender-strategy-FY16-23-gender-equality-poverty-reduction-and-inclusive-growth>.
- Guérin, Isabelle, et Santosh Kumar. 2011. « L'ambiguïté des programmes d'empowerment : entre domination, résistance et instrumentalisation ». Dans Isabelle Guérin, éd., *Femmes, économie et développement*, 129-54. Toulouse: Éres. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0129>.
- Hickel, Jason. 2014. « The “girl effect”: liberalism, empowerment and the contradictions of development ». *Third World Quarterly* 35 (8): 1355-73.
- Hill Collins, Patricia, et Sirma Bilge. 2016. *Intersectionality*. Cambridge: Polity Press.
- Huckin, Thomas, Jennifer Andrus, et Jennifer Clary-Lemon. 2012. « Critical Discourse Analysis and Rhetoric and Composition ». *College composition and communication* 64 (1): 107-29.
- Jolly, Susie. 2011. « Why is development work so straight? Heteronormativity in the international development industry ». *Development in practice* 21 (1): 18-28. <https://doi.org/10.1080/09614524.2011.530233>.
- . 2023. « Is development work still so straight? Heteronormativity in the development sector over a decade on ». *Development in Practice* 33 (4): 463-74. <https://doi.org/10.1080/09614524.2022.2115012>.
- Kabeer, Naila. 1994. *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*. Verso. Londres.
- . 2001. « Conflicts Over Credit: Re-Evaluating the Empowerment Potential of Loans to Women in Rural Bangladesh ». *World development* 29 (1): 63-84. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00081-4](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00081-4).
- Kapoor, Ilan. 2020. *Confronting Desire: Psychoanalysis and International Development*. Cornell University Press. Ithaca: Cornell University Press.
- Katzenstein, Peter J., et Nobuo Okawara. 2001. « Japan, Asian-Pacific Security, and the Case for Analytical Eclecticism ». *International security* 26 (3): 153-85. <https://doi.org/10.1162/016228801753399754>.
- Kothari, Uma. 2006. « An agenda for thinking about ‘race’ in development ». *Progress in development studies* 6 (1): 9-23. <https://doi.org/10.1191/1464993406ps124oa>.

- Tuğçe Kurtiş, Glenn Adams, et Sara Estrada-Villalta. 2016. « Decolonizing Empowerment: Implications for Sustainable Well-Being ». *Analyses of social issues and public policy* 16 (1): 387-91. <https://doi.org/10.1111/asap.12120>.
- Larner, Wendy. 2000. « Neo-liberalism: Policy, Ideology, Governmentality ». *Studies in political economy* 63 (1): 5-25. <https://doi.org/10.1080/19187033.2000.11675231>.
- Lazar, Michelle M. 2005. *Feminist critical discourse analysis: gender, power and ideology in discourse*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan.
- Le, Elisabeth. 2000. « Pour une analyse critique du discours dans l'étude des relations internationales. Exemple d'application à des éditoriaux américains sur la guerre en Tchétchénie ». *Études internationales* 31 (3): 489-515. <https://doi.org/10.7202/704185ar>.
- Lugones, Maria. 2010. « Toward a Decolonial Feminism ». *Hypatia* 25 (4): 742-59.
- Mason, Corinne L. 2015. « “Crippling” the World Bank: Disability, empowerment and the cost of violence against women ». *International feminist journal of politics* 17 (3): 435-53. <https://doi.org/10.1080/14616742.2014.941252>.
- McEwan, Cheryl. 2001. « Postcolonialism, feminism and development: intersections and dilemmas ». *Progress in development studies* 1 (2): 93-111. <https://doi.org/10.1177/146499340100100201>.
- Mendoza, Breny. 2016. « Coloniality of Gender and Power: From Postcoloniality to Decoloniality ». Dans Lisa Dish et Mary Hawkesworth, éd., *The Oxford Handbook of Feminist Theory*. Oxford Handbooks. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199328581.013.6>.
- Mestiri, Soumaya. 2017. « Précis de Décoloniser le féminisme. Une approche transculturelle ». *Philosophiques* 44 (1): 103-7. <https://doi.org/10.7202/1040330ar>.
- Chandra Talpade Mohanty, Ann Russo, et Lourdes Torres. 1991. *Third World women and the politics of feminism*. ACLS Humanities E-Book. Bloomington: Indiana University Press.
- Moloney, Kim. 2022. *Who Matters at the World Bank?: Bureaucrats, Policy Change, and Public Sector Governance*. 1^{re} éd. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192857729.001.0001>.
- Nagels, Nora. 2021. « Gender, the World Bank, and conditional cash transfers in Latin America ». *International Feminist Journal of Politics* 23 (5): 676-97. <https://doi.org/10.1080/14616742.2021.1895862>.
- Parpart, Jane L., et Swati Parashar. 2019. *Rethinking silence, voice, and agency in contested gendered terrains*. Gender in a global/local world. New York: Routledge.

- Peet, Jessica. 2020. « Eclecticism or exclusivity? The (critical) pragmatist ethos of (intersectional) analytic eclecticism ». *International journal (Toronto)* 75 (3): 420-32. <https://doi.org/10.1177/0020702020954552>.
- Peterson, V. Spike. 2005. « How (the meaning of) gender matters in political economy ». *New political economy* 10 (4): 499-521. <https://doi.org/10.1080/13563460500344468>.
- . 2017. « Towards queering the globally intimate ». *Political geography* 56:114-16. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2016.01.001>.
- Prévost, Benoît. 2011. « Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque mondiale ». Dans Isabelle Guérin, éd., *Femmes, économie et développement*, 29-61. Sociologie économique. Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0029>.
- Prügl, Elisabeth. 2015. « Neoliberalising Feminism ». *New Political Economy* 20 (4): 614-31. <https://doi.org/10.1080/13563467.2014.951614>.
- . 2017. « Neoliberalism with a Feminist Face: Crafting a new Hegemony at the World Bank ». *Feminist economics* 23 (1): 30-53. <https://doi.org/10.1080/13545701.2016.1198043>.
- Quijano, Aníbal. 2007. « Coloniality and Modernity/Rationality ». *Cultural studies (London, England)* 21 (2-3): 168-78. <https://doi.org/10.1080/09502380601164353>.
- Rankin, KN. 2001. « Governing development: neoliberalism, microcredit, and rational economic woman ». *Economy and society* 30 (1): 18-37. <https://doi.org/10.1080/03085140122912>.
- Razavi, Shahra. 2012. « WDR 2012: Too little, and already a bit out-of-date? ». *Global Social Policy* 12 (2): 193-97. <https://doi.org/10.1177/1468018112443673e>.
- Sardenberg, Cecilia. 2008. « Liberal vs. Liberating Empowerment: A Latin American Feminist Perspective on Conceptualising Women's Empowerment1 ». *IDS Bulletin* 39 (décembre). <https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.2008.tb00507.x>.
- Sarker, Debnarayan. 2006. « Development Theory and Gendered Approach to Development: A Review in the Third World Perspective ». *Sociological Bulletin* 55 (1): 45-66.
- Sen, A. 1997. « Maximization and the Act of Choice ». *Econometrica* 65 (4): 745-79. <https://doi.org/10.2307/2171939>.
- Sen, Gita, et Caren Grown. 1988. *Development, crises and alternative visions: third world women's perspectives*. London, Earthscan. <https://doi.org/10.4324/9781315070179>.
- Sil, Rudra. 2020. « Analytic eclecticism—continuing the conversation ». *International journal* 75 (3): 433-43. <https://doi.org/10.1177/0020702020962814>.

- Sil, Rudra, et Peter J. Katzenstein. 2010. *Beyond Paradigms: Analytic Eclecticism in the Study of World Politics*. Palgrave Macmillan. Houndmills, Basingstoke, Hampshire.
- Sjoberg, Laura. 2012. « Toward Trans-gendering International Relations? » *International political sociology* 6 (4): 337-54. <https://doi.org/10.1111/ips.12005>.
- Smyth, Ines. 2007. « Talking of gender: words and meanings in development organisations ». *Development in practice* 17 (4-5): 582-88. <https://doi.org/10.1080/09614520701469591>.
- Sondarjee, Maïka. 2019. « L’empowerment: autonomisation économique ou émancipation? ». Dans Pierre Beaudet, éd., *Enjeux et défis du développement international : Acteurs et champs d’action*, Édition nouvelle et éditée, 501-6.
- . 2020. *Perdre le Sud*. Écosociété. Polémos. Montréal.
- . 2021. « Change and stability at the World Bank: inclusive practices and neoliberal technocratic rationality ». *Third world quarterly* 42 (2): 348-65. <https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1838893>.
- . 2022. *Perspectives féministes en relations internationales : penser le monde autrement*. Politique mondiale. Montréal: Presses de l’Université de Montréal.
- UFGE. 2013. « Partnering for Gender Equality : World Bank annual gender trust funds program report 2013 (English) ».
- . 2014. « Partnering for Gender Equality: World Bank annual gender trust funds program report 2014 (English) ».
- . 2015. « Partnering for Gender Equality: World Bank annual gender trust funds program report 2015 (English) ». World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/465841467999715075/Partnering-for-gender-equality-World-Bank-annual-gender-trust-funds-program-report-2015>.
- . 2016. « Partnering for Gender Equality - World Bank Group annual gender trust funds program report 2016 (English) ». World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/949711479721348923/Partnering-for-gender-equality-World-Bank-Group-annual-gender-trust-funds-program-report-2016>.
- . 2017. « Partnering for Gender Equality - World Bank Group annual gender trust funds program report 2017 (English) ». World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/871561528181348577/Partnering-for-gender-equality-World-Bank-Group-annual-gender-trust-funds-program-report-2017>.
- . 2018. « Partnering for Gender Equality: Umbrella Facility for Gender Equity – 2018 Annual Report (English). Washington ». World Bank Group.
- . 2019. « Partnering for Gender Equality: World Bank annual gender trust funds program report 2019 (English) ».

- . 2020. « Partnering For Gender Equality: Umbrella Facility for Gender Equality - 2020 Annual Report (English) ». World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/100571607496353491/Partnering-For-Gender-Equality-Umbrella-Facility-for-Gender-Equality-2020-Annual-Report>.
- . 2021. « Partnering for Gender Equality: Umbrella Facility for Gender Equality - Annual Report 2021 (English) ». World Bank Group.
- . 2022. « Umbrella Facility for Gender Equality: Celebrating 10 Years of Impact - Annual Report 2022 ». Banque mondiale.
- Weber, Cynthia. 2016. « Queer Intellectual Curiosity as International Relations Method: Developing Queer International Relations Theoretical and Methodological Frameworks ». *International studies quarterly* 60 (1): 11-23. <https://doi.org/10.1111/isqu.12212>.
- Weerawardhana, Chamindra. 2018. « Decolonising development work: A transfeminist perspective 1 ». Dans Corinne L Mason, éd., *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, 1^{re} éd., 119-30. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315529530-8>.
- Wilson, Kalpana. 2011. « “Race”, Gender and Neoliberalism: changing visual representations in development ». *Third world quarterly* 32 (2): 315-31. <https://doi.org/10.1080/01436597.2011.560471>.
- Ziai, Aram. 2016. *Development discourse and global history: from colonialism to the sustainable development goals*. New York: Routledge.